

# LIRIC

LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE  
SUR LES RISQUES ET LES CRISES

UDS Université de  
Sherbrooke

## Rapport étudiant

Rapport et scénarios sur les risques transfrontaliers pour la politique étrangère du Québec et du Canada associés aux relations entretenues avec les États-Unis

---

**Juin 2025**

Université de Sherbrooke

## Rapport final

Rapport et scénarios sur les risques transfrontaliers pour la politique étrangère du Québec et du Canada associés aux relations entretenues avec les États-Unis

### **Auteurs**

Rémi Brosseau-Fortier

Olivier Normandin

Naomie Do

Emma Vargas Lemeltier

Kencia Maeva Darius

### **Cours**

REL714 – Enjeux en politique internationale – Analyse des risques géopolitiques et transversaux

Encadrement pédagogique

Professeur Adib Bencherif, Ph. D.

Date de remise

22 juin 2025

Ce rapport a été rédigé par une équipe étudiante dans le cadre de l'édition 2025 de l'école d'été du LIRIC, offert au sein de l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, et intitulée « L'analyse des risques géopolitiques et transversaux »<sup>1</sup>.

L'édition académique du rapport a été réalisée avec l'appui du professeur Adib Bencherif, Ph. D.

## Édition finale – Collection LIRIC

Jesse Fafard Théorêt, B.A., LL.M.

Laboratoire interdisciplinaire sur les risques et les crises (LIRIC) ©

---

<sup>1</sup> Dans le cadre de ce rapport, l'équipe de rédaction a utilisé des outils d'intelligence artificielle de manière complémentaire et encadrée. Le modèle Perplexity a servi principalement à explorer les risques, repérer des sources vérifiables et structurer le plan de recherche, tandis que ChatGPT a été mobilisé pour la correction linguistique, la reformulation de phrases et un premier exercice de synthèse de certaines sections, notamment les scénarios, qui ont ensuite été finalisés manuellement. Les requêtes adressées à ces outils portaient sur l'identification des risques liés aux tarifs douaniers américains, aux investissements et aux impacts sur le PIB québécois, ainsi que sur l'organisation du plan et l'amélioration stylistique du texte. Cette utilisation relève exclusivement de l'équipe de rédaction et ne concerne ni le professeur ni l'éditeur.

## RÉSUMÉ

Ce rapport examine les risques transfrontaliers en matière de politique étrangère liés aux relations avec les États-Unis pour le Canada et le Québec, à deux horizons temporels de deux ans et cinq ans. Fondé sur une triangulation de la littérature scientifique, de la littérature grise gouvernementale et de sources journalistiques spécialisées, il propose une analyse qualitative structurée autour de quatre axes : diplomatie et politique étrangère, économie et commerce, sécurité et frontière, ainsi que risques socio-environnementaux. Les résultats prennent la forme d'une cartographie et de matrices de risques, complétées par des scénarios prospectifs (scénario de base, optimiste et pessimiste) pour chacun des horizons. Le rapport vise à offrir un outil lisible d'aide à la décision, en clarifiant les vulnérabilités propres au Canada et au Québec compte tenu de leurs compétences distinctes et de la place de la paradiplomatie québécoise.

## ABSTRACT

This report assesses cross-border foreign policy risks arising from relations with the United States for Canada and Quebec over two time horizons: two years and five years. Based on a triangulation of academic research, governmental grey literature, and specialized journalistic sources, it advances a structured qualitative analysis across four domains: diplomacy and foreign policy, trade and economic policy, security and border issues, and socio-environmental risks. The deliverables include a risk mapping and synthetic matrices, complemented by prospective scenarios (baseline, optimistic, pessimistic) for each horizon. The report aims to provide a readable decision-support tool, clarifying Canada- and Quebec-specific vulnerabilities in light of distinct competencies and Quebec's paradiplomatic role.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Résumé exécutif : contenu du rapport et présentation des scénarios .....</b>	<b>6</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>8</b>
<b>Cadre méthodologique et analytique .....</b>	<b>10</b>
<b>1.Enjeux et risques pour les relations diplomatiques et la politique étrangère du Canada et du Québec face aux États-Unis .....</b>	<b>13</b>
<b>1.1. Contexte .....</b>	<b>13</b>
<b>1.2. Canada : une relation stratégique sous tension .....</b>	<b>14</b>
1.2.1. Diminution de la collaboration en matière de renseignement Canada-États-Unis.....	14
1.2.2. Pressions américaines sur les orientations diplomatiques canadiennes .....	16
1.2.3. Instabilité politique américaine et imprévisibilité .....	18
1.2.4. Tensions sur la souveraineté de l'Arctique et l'achat du Groenland.....	19
<b>1.3. Le Québec : une paradiplomatie unique et nécessaire.....</b>	<b>21</b>
1.3.1. Paradiplomatie québécoise et représentations aux États-Unis .....	21
1.3.2. Limites de la reconnaissance internationale du Québec.....	23
<b>2. Enjeux et risques commerciaux.....</b>	<b>25</b>
2.1. Contexte .....	25
2.2. L'imposition de tarifs : diminution du PIB et risque de récession pour le Canada .....	26
2.3. Une renégociation difficile et désavantageuse de l'ACEUM pour le Canada .....	27
2.4. Risque de pertes d'emplois au Canada .....	27
2.5. Diminution des investissements américains au Canada : un effet domino.....	28
2.6. Hausse du coût de la vie des Canadiens et des Canadiennes.....	29
2.7. Une diversification de la politique commerciale canadienne coûteuse.....	29
2.8. Le cas du Québec : une économie fortement intégrée aux États-Unis .....	30
2.9. Risques de diminution des investissements et du PIB québécois .....	31
2.10. Pertes d'emplois inégales associées au commerce transfrontalier .....	32
2.11. La renégociation de l'ACEUM : le cas de l'industrie laitière québécoise et canadienne	33
<b>3. Enjeux et risques sécuritaires et frontaliers.....</b>	<b>35</b>
3.1. Contexte .....	35
3.1.1. Cadre institutionnel et historique en matière de sécurité frontalière .....	35

3.2.	Criminalité transfrontalière.....	37
3.3.	Tensions migratoires .....	37
3.4.	Tensions diplomatiques, nationalisme et annexion .....	39
3.5.	Un électorat préoccupé .....	41
3.6.	L'extrémisme violent transfrontalier et les crimes haineux.....	42
3.7.	Le cyber, les renseignements et les infrastructures stratégiques .....	43
<b>4.</b>	<b>Risques environnementaux .....</b>	<b>45</b>
4.1.	Un désintérêt des États-Unis .....	45
4.2.	Impact sur le Canada et le Québec .....	45
4.3.	Risques pour le Canada et le Québec .....	46
<b>5.</b>	<b>Polarisation et désinformation .....</b>	<b>48</b>
5.1.	Un enjeu grandissant .....	48
5.2.	Polarisation et désinformation au Canada .....	49
5.3.	Polarisation et désinformation au Québec.....	49
5.4.	Une coopération nécessaire .....	50
	<b>Conclusion et scénarios .....</b>	<b>51</b>
	<b>Scénarios des risques transfrontaliers en politique étrangère sur 2 ans (2025 à 2027) .....</b>	<b>52</b>
	Scénario de base (Maintien de la situation, le plus probable) (5 sur 10) .....	52
	Scénario pessimiste (Dégradation de la situation, peu probable) (3 sur 10) .....	52
	Scénario optimiste (Amélioration de la situation, le moins probable) (2 sur 10) .....	53
	<b>Scénarios des risques transfrontaliers en politique étrangère sur 5 ans (2025 à 2030) .....</b>	<b>53</b>
	Scénario de base (Maintien de la situation, le plus probable) (4 sur 10) .....	53
	Scénario optimiste (Amélioration de la situation, relativement probable) (3.5 sur 10) .....	53
	Scénario pessimiste (Dégradation majeure de la situation, peu probable) (2.5 sur 10) .....	54
	<b>Références bibliographiques .....</b>	<b>55</b>
	<b>Annexes.....</b>	<b>73</b>
	Prospective 2 ans - Grille d'analyse des risques #1.....	73
	Prospective 5 ans - Grille d'analyse des risques #2 .....	74
	Matrice des risques (inspiré des figures 2 et 3).....	75

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF : CONTENU DU RAPPORT ET PRÉSENTATION DES SCÉNARIOS

L'objet de ce rapport est de répondre à la question suivante : Quels sont les risques transfrontaliers en matière de politique étrangère associés aux relations entretenues avec les États-Unis pour le Canada et le Québec ? Une triangulation de sources de la littérature scientifique, de la littérature grise (publications et rapports gouvernementaux) et d'articles de journaux sont mobilisés afin de circonscrire l'état des lieux et les principaux risques dans les domaines suivants : la diplomatie et la politique étrangère, la politique commerciale et économique, les enjeux sécuritaires et frontaliers ainsi que les risques socio-environnementaux. Les principaux constats sont que l'imprévisibilité « histrionique » de l'administration Trump 2.0 menace les orientations de politique étrangère du Canada. L'usage coercitif des tarifs afin qu'Ottawa atteigne la cible de 2 % de son PIB en dépenses militaires est un exemple frappant. Le continentalisme américain et la défense de l'Amérique du Nord sont devenus une source d'incertitudes plutôt que de stabilité. Sur les plans économique et commercial, l'imposition de tarifs menacent la croissance du Canada et du Québec : risques de récession, pertes d'emplois, diminution des investissements et ruptures dans les chaînes d'approvisionnement ultra intégrées entre le Nord et le Sud. Les secteurs des ressources naturelles, de la manufacture, de l'industrie automobile et aéronautique, de la production laitière et le domaine de l'hydroélectricité sont particulièrement à risques au Canada et au Québec. Sur les plans sécuritaire, frontalier et environnemental, les principaux risques relèvent de l'augmentation des tensions marquées par la militarisation croissante de la frontière, l'influence idéologique transfrontalière, le retrait des accords internationaux et environnementaux, et une pression unilatérale de l'administration Trump. Polarisation sociale et politique, déstabilisation diplomatique, dépendance sécuritaire, cyberattaques sur les infrastructures stratégiques : le Québec et le Canada font face à leur lot de menaces. Enfin, sur 2 ans, le scénario le plus probable consiste au maintien des tensions transfrontalières, avec une polarisation politique croissante, des renégociations commerciales sensibles et une pression migratoire accrue sur le

Québec. Un scénario plus optimiste miserait sur le retour de la coopération bilatérale grâce à des élus collaboratifs, tandis qu'un scénario pessimiste évoquerait une montée de l'instabilité politique et une radicalisation politique. Dans une perspective de 5 ans, le Canada pourrait bénéficier d'un apaisement des relations sous une nouvelle administration américaine, mais les séquelles économiques persisteraient. Le pire scénario envisagerait un isolement géopolitique, une crise économique et une fragmentation du Canada alimentée par l'extrémisme violent.

En conclusion, même si les risques associés à la relation transfrontalière avec Washington sont différents pour le Canada et le Québec en raison de leurs champs de compétences distincts, il demeure que les impacts économiques, environnementaux, sociaux, sécuritaires et frontaliers sont majeurs sur le court terme (2 ans) et le moyen terme (5 ans). Le Canada est confronté à un défi pour sa souveraineté et sa place dans le monde. Le Québec se bloque aux limites de la paradiplomatie pour éviter les impacts de la guerre tarifaire et commerciale sur son économie.

## INTRODUCTION

Le 20 janvier 2025, le retour de Donald Trump au bureau ovale pour un deuxième mandat est venu bousculer la relation bilatérale avec le Canada, vieille de plus de 150 ans (U.S. Mission to Canada, 2022). Lors des 100 premiers jours de la nouvelle administration Trump, les États-Unis sont devenus une source d'incertitude : chantage économique par une guerre tarifaire en violation de l'ACEUM , tensions sur le tracé de la frontière canado-américaine, accusations concernant le trafic transfrontalier de fentanyl, critique de la contribution canadienne à l'OTAN, intégration du Canada comme 51e État américain, volonté d'annexion du Groenland et système antimissile du dôme d'or, un nouveau projet de défense antimissile pour l'hémisphère nord (Paquin, 2024 ; Charland et Ferland, 2025 ; Lagassé et Massie, 2025). Caractérisée par l'isolationnisme de la doctrine America First lors du mandat 2017-2021, la politique étrangère de Trump 2.0 affirme un unilatéralisme renouvelé contestant le multilatéralisme libéral canadien (David et Toureille, 2022, 203-204).

La relation privilégiée canado-américaine définie par le serment de Kingston de 1938, une forte intégration économique et commerciale remontant à 1854 ou encore l'engagement historique commun pour un système international encadré par le droit est plus incertain que jamais (Nossal et al., 2023, 58 ; Duschesne et Pâquet 2022, 6). Assermenté en mars et élu en avril 2025 avec un gouvernement minoritaire libéral, le Premier ministre Mark Carney a déclaré que « Donald Trump a trahi le Canada et bouleversé l'économie mondiale. Notre ancienne relation avec les États-Unis est terminée [...] » (Vieira, 2025). De leur côté, les économies des provinces canadiennes sont touchées de plein fouet par l'administration Trump : l'industrie automobile ontarienne, l'aluminium, l'acier, le bois d'œuvre et l'électricité québécois ou encore l'industrie énergétique et minérale des provinces de l'Ouest craignent le pire en raison des menaces tarifaires (Croteau, 2025). Au Québec, plus de 100 000 emplois dans les secteurs d'exportations sont menacés par la guerre tarifaire (Tanguay, 2025).

La dynamique d'interdépendance asymétrique caractérisant la relation canado-américaine est passée d'une source de prospérité économique (plus de 986 milliards de dollars d'échanges en 2023) ainsi que de resquillage (free-riding) militaire avantageux pour Ottawa à l'épicentre de nombreux risques (Deblock, 2015, 156 ; Bordeleau 2023 ; Nossal et al., 2023, 383).

Le statut canadien de « satellite » d'un Oncle Sam de plus en plus coercitif soulève des préoccupations transfrontalières (Nossal et al, 2023, 365). Celles-ci se traduisent en de nouvelles politiques, initiatives et orientations diplomatiques, frontalières, économiques et militaires : rapprochement de l'Union européenne, investissements de 1,3 milliard de dollars pour sécuriser la frontière, volonté d'éliminer les barrières commerciales interprovinciales et hausse des dépenses militaires pour atteindre 2 % du PIB (Massie, 2025 ; Gouvernement du Canada, 2025 ; Défense nationale, 2025 ; Tombe et al., 2025). Ce statut constitue désormais une source de risques pour le Canada et le Québec.

Ainsi, le présent rapport aura pour objectif de répondre à la question suivante : Quels sont les risques transfrontaliers en matière de politique étrangère associés aux relations entretenues avec les États-Unis pour le Canada et le Québec ? D'abord, il sera question des risques diplomatiques pour le Canada et le Québec. Ensuite, nous aborderons les risques économiques et commerciaux. Suivra un survol des risques pour la défense et la sécurité canadiennes et québécoises. Enfin, les risques sociaux-environnementaux seront explicités. In fine, l'analyse proposera les scénarios prospectifs envisagés pour le court terme (2 ans) et le moyen terme (5 ans).

## CADRE MÉTHODOLOGIQUE ET ANALYTIQUE

Nous définissons un risque transfrontalier en politique étrangère comme étant une menace susceptible d'émerger dans l'espace d'interdépendance entre deux États et pouvant affecter leurs intérêts stratégiques, économiques, sécuritaires et normatifs (Beylier, 2014, 2). La frontière canado-américaine incarne une institution géopolitique multifonctionnelle qui nécessite une étude transversale et pluridisciplinaire (Beylier, 2014, 2). L'approche méthodologique préconisée est une analyse qualitative triangulant des sources documentaires issues de la littérature scientifique, de la littérature grise (principalement canadienne et états-unienne) ainsi que de sources journalistiques fiables. Par la suite, les différents risques analysés seront synthétisés sous la forme d'un schéma et d'une matrice de risques explicité en annexe du rapport. Enfin, les différents scénarios des risques transfrontaliers dégagés pour le Canada et le Québec seront présentés en conclusion.

Afin de produire un rapport efficace, il devient également nécessaire d'exposer les principaux enjeux et risques canadiens et québécois de façon distincte. Donc, pour chacun des principaux thèmes mentionnés, une perspective canadienne et ensuite québécoise sera expliquée.

Cette décision semblait nécessaire pour deux raisons. Dans un premier temps, dans les régimes américain et canadien, la place des États et des provinces est extrêmement importante. Par exemple, les États et les provinces ont des pouvoirs politiques majeurs dans certains domaines clés, comme en économie. Aussi, il serait irréaliste de penser que l'ensemble des entités fédérées de pays aussi vastes que les États-Unis et le Canada puissent toujours adopter des positions convergentes sur des enjeux majeurs (Gagnon, Kirkey et Paquin, 2025, VII-IX).

Dans un second temps, le statut particulier du Québec au sein du Canada, mais aussi comme seule nation francophone en Amérique du Nord, la rend plus vulnérable par rapport à de potentielles crises causées par la tension actuelle avec les voisins du Sud. Dans l'optique de faire valoir ses intérêts sur la scène internationale, le Québec est historiquement présent sur la

scène internationale faisant partie des rares entités fédérées à travers le monde à effectuer une paradiplomatie significative (Gagnon, Kirkey et Paquin, 2025, VII-IX). Le Québec entretient des liens précieux avec les États-Unis, comme en témoigne la présence de délégations et de délégations générales du Québec dans neuf villes américaines (New York, Atlanta, Boston, Chicago, Houston, Los Angeles, Miami, Seattle et Washington) (Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec, 2025). À noter que plusieurs des grands thèmes abordés dans ce rapport, par exemple la gestion des frontières, sont de juridiction fédérale. La majeure partie de ce rapport traitera donc du cas canadien, car plusieurs analyses sont tout autant applicables au Québec qu'à l'entièreté du Canada.

Finalement, il semble pertinent pour nous d'expliquer le fait qu'une section entière soit dédiée aux risques environnementaux, puis une autre à la polarisation et à la désinformation. Ces risques qui pourraient ne pas sembler liés au sujet central y sont pourtant intimement liés.

D'abord, en ce qui traite aux risques environnementaux, certains des risques présentés sont directement liés à la gestion des frontières. De plus, la collaboration internationale, particulièrement entre États voisins, représente l'une des clés par rapport la lutte aux changements climatiques (Drexhage et al, 2007, iii). Dans la logique de ce rapport, cela mérite donc une attention particulière. Par conséquent, même si ces risques découlent partiellement des relations diplomatiques entre les États-Unis, le Canada et le Québec, pour des soucis de clarté, les regrouper en une seule section semblait judicieux.

En raison des liens sociaux et culturels que partagent les trois États, l'augmentation de la polarisation et de la désinformation aux États-Unis devient donc une future source de préoccupation pour le Canada et le Québec (Bastien, 2025). Les conséquences découlant de cette augmentation restent parfois floues et il est complexe de quantifier l'ampleur qu'elles prendront. Il est cependant évident que des bonnes relations entre les États-Unis, le Canada et le Québec constitue un facteur permettant de réduire l'impact négatif de ces enjeux. Dans cette

perspective, la dégradation des relations entre les États-Unis, le Canada et le Québec, mentionné dans ce rapport, est particulièrement inquiétante. Sous l'optique de la politique étrangère, la section accordée à ces enjeux permettra d'en faire le survol. De plus, les liens entre les relations étrangères, le climat social, la polarisation et la désinformation reste expérimentales, ce rapport présente donc une approche innovante par rapport à ces risques.

# 1. ENJEUX ET RISQUES POUR LES RELATIONS DIPLOMATIQUES ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA ET DU QUÉBEC FACE AUX ÉTATS-UNIS

## 1.1. Contexte

Le retour de l'administration Trump provoque l'émergence de nombreux enjeux quant aux relations diplomatiques et à la politique étrangère du Canada et du Québec face aux États-Unis. Historiquement, les États-Unis jouent un rôle central dans la politique étrangère canadienne et québécoise, ce qui crée un effet de domino provoquant un réajustement majeur du côté canadien. Il est question ici d'une interdépendance asymétrique entre les deux pays, des tensions récurrentes et un historique de coopération particulier. À titre d'exemple, la politique étrangère canado-américaine a pris un tournant majeur à la suite du 11 septembre 2001 sur les plans sécuritaire, diplomatique et institutionnel (Beylier, 2014, 114). La brève détérioration des relations bilatérales entre les deux pays a provoqué plusieurs changements notamment au niveau de la sécurité frontalière, le partage de renseignement, la lutte contre le terrorisme et la redéfinition de la politique de défense canadienne mettant l'accent sur le NORAD (Nossal, Roussel, Paquin, 2023, 479-508). Ainsi, il est question d'une interdépendance asymétrique considérant que le Canada dépend plus des États que l'inverse, tant sur les plans économique, militaire, diplomatique, et plusieurs autres (Paquin et Roussel, 2023, 17-19). Cette asymétrie crée de facto une vulnérabilité structurelle face aux décisions unilatérales américaines, ce qui crée un risque accru pour la politique étrangère canadienne. Le Canada est défini comme une puissance mondiale moyenne qui pourrait exercer une influence sur les règles internationales dans des cadres multilatéraux, mais qui impose rarement ses volontés (Nossal, Roussel, Paquin, 2023, 31-35). Ainsi, la prise en considération du cadre particulier de la relation entre le Canada et les États-Unis est central afin de saisir les enjeux et les risques associés aux développements récents.

Afin de présenter les enjeux et les risques pour les relations diplomatiques et la politique étrangère du Canada et du Québec face aux États-Unis, une analyse sur trois niveaux sera effectuée : la géopolitique, les acteurs étatiques canadiens et les diplomates. Ainsi, plusieurs sujets seront couverts du point de vue

canadien, mais également québécois, en passant de l'instabilité et l'imprévisibilité de la politique américaine, les enjeux entourant l'Arctique, l'achat du Groenland et du Canada comme 51e État américain, puis la paradiplomatie québécoise.

## 1.2. Canada : une relation stratégique sous tension

Sur le plan géostratégique, le Canada est géographiquement isolé avec comme seul voisin les États-Unis. La politique étrangère et les relations diplomatiques canado-américaines sont influencées par plusieurs niveaux d'analyse (Beylier, 2023, Chap 1). Le niveau structurel renvoie au système international et à la distribution du pouvoir entre les États. Le niveau étatique englobe les institutions politiques canadiennes, y compris celles des provinces qui peuvent intervenir par la paradiplomatie. Puis, le niveau sociétal reflète les dynamiques internes telles que l'opinion publique, les médias ou les groupes d'intérêt. Enfin, le niveau individuel met l'accent sur le rôle des décideurs politiques et de leurs priorités, notamment en période électorale. Cette section s'attardera aux enjeux et aux risques propres aux niveaux structurels et étatiques relatifs à la politique étrangère et aux relations diplomatiques.

### 1.2.1. Diminution de la collaboration en matière de renseignement Canada-États-Unis

En matière de renseignement et de collaboration interétatique, le Canada et les États-Unis font partie d'une alliance multilatérale du renseignement créée durant la Seconde Guerre mondiale nommée Five Eyes regroupant l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, le Canada. Il faut noter que le Canada se distingue par une approche défensive et minimaliste du renseignement avec peu de capacités offensives, aucun service de renseignement humain à l'étranger et une préférence pour le multilatéralisme (Munier, 2021, 433-443). De plus, le Canada fonctionne historiquement dans des cadres partagés comme le CANUSA et les Five Eyes, ce qui crée une dépendance à certains partenaires, dont les États-Unis (Munier, 2021, 439). Par la suite, les événements du 11 septembre 2001 ont provoqué une série de changements dans le partage bilatéral entre les deux pays. On parle ici d'une nouvelle sécurisation de la frontière qui repose sur le principe de prévention des menaces avec une gestion des risques, en particulier sur le plan des activités liées au commerce. Le Canada est passé d'allié privilégié à voisin méfiant traité sur le même pied d'égalité que le Mexique, ce qui a eu pour effet un épaississement de la frontière, des délais, des

coûts économiques et des perturbations des chaînes logistiques (Beylier, 2014, 119). Il faut considérer que le renseignement partagé est d'une importance stratégique très grande pour répondre aux menaces liées au terrorisme, à la cybersécurité et aux menaces transnationales. Le soutien aux politiques de sécurité nationale et étrangère est au cœur de la collaboration canado-américaine. Dans cette section, il sera ainsi analysé les causes, les manifestations et les impacts de la diminution potentielle et actuelle de la collaboration en matière de renseignement entre les deux pays.

Dans un premier temps, les changements politiques et idéologiques aux États-Unis passant de l'administration Biden à celle de Trump modifie le rapport au multilatéralisme. Il est certain que les modifications apportées par l'administration Trump provoquent de nouveaux ajustements majeurs pour le gouvernement canadien. Parmi les revendications de Trump envers le multilatéralisme, le groupe des Five Eyes n'a pas été épargné. En effet, le Haut conseiller de la Maison Blanche, Peter Navarro, a suggéré que les États-Unis pourraient exclure le Canada des Five Eyes afin de renforcer la pression commerciale et de pousser Ottawa à de plus grandes concessions, puisque celles proposées par le gouvernement canadien sont jugées insuffisantes (Deglise, 2025). Ainsi, une telle situation viendrait non seulement fragiliser la collaboration entre les États-Unis et le Canada, mais provoquerait un réel problème structurel au sein des institutions canadiennes qui ne sont pas conçues pour répondre aux menaces sans l'aide de ses partenaires étrangers. Comme le propose Munier, l'identité canadienne repose sur le respect du multilatéralisme, de l'ordre international fondé sur des règles, de la coopération diplomatique et des droits de la personne (Munier, 2021, 437-438).

Sur le plan stratégique, le Canada risque une marginalisation dans les circuits d'échange d'information classifiée, ce qui pourrait nuire à sa capacité d'anticiper certaines menaces, notamment en matière d'ingérence étrangère. Cette situation affaiblirait par conséquent l'efficacité de ses institutions de sécurité nationale, qui dépendent en partie de l'accès à des renseignements collectés par des partenaires mieux dotés technologiquement ou mieux positionnés géopolitiquement. Dans un environnement où la menace d'ingérence étrangère, notamment chinoise, russe et indienne, devient un enjeu central pour les

démocraties occidentales, l'érosion de la coopération bilatérale en matière de renseignement entre le Canada et les États-Unis constitue un risque stratégique préoccupant pour Ottawa.

### ***1.2.2. Pressions américaines sur les orientations diplomatiques canadiennes***

Nul doute que l'administration Trump a profondément bouleversé la politique étrangère du Canada depuis sa réélection. Historiquement, la politique étrangère du Canada s'est articulée autour de quatre grandes orientations, soit l'impérialisme, l'isolationnisme, l'internationalisme et finalement le continentalisme (Nossal, Roussel et Paquin, 2023, 306-307). Alors que la place qu'occupait la politique étrangère canadienne reposait antérieurement davantage sur une vision internationale de coopération, nous en sommes maintenant à une ère où le continentalisme, fondé sur l'intégration économique et stratégique avec les États-Unis dans le but de préserver un accès au marché américain et à aligner les politiques canadiennes de sécurité avec celles de notre voisin du Sud, occupe une prépondérance importante (Roussel, 2007, Chap. 4). Selon Roussel, « ce sont les relations avec les États-Unis qui, pour des raisons démographiques, culturelles, économiques et idéologiques évidentes, [qui] constituent le centre des préoccupations de la politique étrangère canadienne » (Roussel, 2007, Chap. 1). Ainsi, dans un contexte où les orientations diplomatiques canadiennes sont largement influencées par les intérêts américains, il devient essentiel pour Ottawa de réaffirmer son autonomie stratégique. En d'autres mots, le Canada oscille présentement entre l'alignement stratégique qu'il occupe avec son voisin du Sud et la défense de sa souveraineté diplomatique propre. Cette section aborde ainsi l'influence américaine importante qui teinte les orientations diplomatiques canadiennes, en abordant les exemples concrets de la Chine, du Venezuela, du financement de l'OTAN et d'Israël, en mettant l'accent sur les conséquences que cette dépendance entraîne pour la crédibilité du Canada sur la scène internationale.

Tel que mentionné plus haut, le Canada, maintenant plus que jamais, doit composer avec des pressions constantes liées à des enjeux internationaux importants. Ces ajustements diplomatiques, souvent contraints, posent un risque réel de perte d'autonomie, notamment par crainte de représailles commerciales ou sécuritaires de la part des États-Unis dans un contexte où le Canada dépend largement de celui-ci (Bellavance, 2025). Ce phénomène s'est illustré dans les dernières années, notamment avec

l'affaire Huawei et l'extradition de Meng Wanzhou. En effet, cet enjeu a placé le Canada dans un dilemme géopolitique entre Washington et Pékin, ses deux plus grands partenaires commerciaux. Le Canada, pris dans une position de « proxy », s'est retrouvé à devoir choisir entre ses obligations juridiques envers les États-Unis, son plus proche allié et partenaire de longue date, et la Chine, qui utilisait la guerre économique pour faire pression sur le pays (Haynal, 2019).

De même, un autre exemple pour illustrer l'influence américaine sur la politique étrangère canadienne est l'accentuation des pressions par l'administration Trump sur le Canada visant à augmenter ses dépenses militaires au sein de l'OTAN, remettant en question la souveraineté de la politique de défense et confirmant son importante dépendance des États-Unis (Martel, 2025 ; La Presse, 2024). En effet, l'élection de Trump est venue avec la visée de réduire tout engagement militaire américain envers les alliés qui ne répondaient pas aux obligations financières, soit au moins 2 % de leur produit brut dans le cas de l'OTAN, mettant le Canada dans une fâcheuse posture, en plus des menaces croissantes d'annexion du pays (Martel, 2025 ; La Presse, 2024).

Dans la même mesure, la situation au Venezuela a également eu une incidence importante sur la politique étrangère canadienne, notamment en raison de la pression engendrée par les États-Unis. En 2019, à la suite de la non-reconnaissance du président vénézuélien, Nicolas Maduro, par les États-Unis, le Canada s'est retrouvé dans une position délicate entre les deux pays. Entretenant des liens diplomatiques avec le Venezuela, le Canada a dû prendre un positionnement diplomatique plus stratégique en d'alignant sur son voisin du Sud (Engler, 2019). Les États-Unis, se rangeant directement contre le régime de Maduro, ont rapidement imposé des sanctions économiques en plus d'entreprendre des actions cherchant à isoler le Venezuela sur la scène internationale (ONU, 2019). En réponse à ces actions, le Canada s'est également réaligné pour imposer lui aussi des sanctions économiques et diplomatiques à l'encontre du Venezuela, ciblant le régime de Maduro (Gouvernement du Canada, 2019). Alors que l'alignement du Canada avec les États-Unis a été critiqué, notamment à cause de son rôle habituel de médiateur impartial, cette prise de position confirme la forte influence américaine sur la politique canadienne étrangère.

Bref, les pressions ont su entraîner des conséquences non négligeables, que ce soit l'augmentation de la polarisation de la politique étrangère ou des tensions internes et l'atteinte à l'image du Canada sur la scène internationale (Roussel, 2007, 13). Ces éléments illustrent que les États-Unis façonnent une politique étrangère canadienne souvent réactive, imprévisible, où les marges de manœuvre sont de plus en plus réduites. Ainsi, les transformations apportées par l'administration Trump 2.0 ont forcé le Canada à redéfinir ses priorités diplomatiques, souvent sous tension entre ses engagements historiques et les nouvelles réalités géopolitiques canado-américaines.

### ***1.2.3. Instabilité politique américaine et imprévisibilité***

La diplomatie canadienne est influencée par l'instabilité et l'imprévisibilité de la prise de décision de l'administration Trump. En effet, la politique étrangère américaine sous Trump est marquée par une logique histrionique, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une politique fondée sur la théâtralité, l'imprévisibilité et la personnalisation des relations internationales (Prémont, 2021, 6-7). Cela vient nécessairement au détriment d'une diplomatie institutionnalisée et cohérente. La relation diplomatique entre le Canada et les États-Unis reposant sur un haut degré d'interdépendance, cette proximité provoque de nombreuses fluctuations au gré des orientations politiques américaines et des changements d'administration. Il faut noter les nombreuses administrations qui se sont succédé au cours des 15 dernières années : l'administration Obama (2009-2017), suivie de celle de Donald Trump (2017-2021), puis de celle de Joe Biden (2021-2025), pour revenir à celle de Donald Trump (2025). Ces quatre présidences soulignent de manière assez frappante la volatilité de la politique américaine. Il faut ajouter l'absence de stratégie globale qui génère de l'instabilité pour les partenaires comme le Canada (Prémont, 2021, 11-12).

Les changements de direction diplomatiques parfois drastiques de Washington rend difficile l'élaboration d'une politique étrangère canadienne prévisible et durable, d'autant plus qu'il faut noter l'utilisation de nouveaux outils diplomatiques tels que les réseaux sociaux. En effet, l'instrumentalisation des réseaux sociaux par Donald Trump et les failles de régulation des plateformes numériques compromettent la démocratie, l'intégrité électorale, et surtout, crée une polarisation politique (Ndior, 2022, 201-215). La non-obligation des plateformes numériques à surveiller et à modérer les propos des utilisateurs provoque une

amplification de la désinformation et de la polarisation. Les algorithmes renforcent les divisions idéologiques (Ndior, 2022, 204-206). Trump instrumentalise ces plateformes comme outil non traditionnel diplomatique (Lüfkens, 2018 ; Prémont, 2021, 8-9) et, en en faisant une utilisation stratégique, il renforce cette polarisation politique.

Également, l'instabilité des politiques états-uniennes naît de son désengagement de plusieurs institutions et accords internationaux. Comme évoqué précédemment, l'administration Trump se retire graduellement des accords multilatéraux et bilatéraux, privilégiant plutôt des relations transactionnelles. Depuis son arrivée au pouvoir, les États-Unis se sont successivement retirés de l'Accord de Paris sur le climat, de l'Organisation mondiale de la santé, du partenariat transpacifique, de l'UNESCO et ont remis en question la pertinence et le financement de l'OTAN. Ces retraits affaiblissent le système multilatéral international, mais viennent directement affecter la vision internationaliste canadienne fondée sur cet ordre international (Munier, 2021, 437-438). Elle fragilise directement la capacité du Canada à agir efficacement sur la scène internationale et crée un décalage entre les positions canadiennes et américaines forçant Ottawa à adopter des positions plus autonomes, mais aussi plus risquées. Ainsi, Trump opte pour une logique de compétition et une stratégie de désengagement qu'il combine à un discours protectionniste coercitif sur les alliés. Le refus du multilatéralisme et la préférence des rapports bilatéraux transactionnels est caractérisé par la formule de Trump « America First » repris du président Reagan (Prémont, 2021, 14-15). Celle-ci affaiblit de façon générale les cadres multilatéraux canado-américain et accentue les risques pour la diplomatie canadienne (Prémont, 2021, 14-15).

#### ***1.2.4. Tensions sur la souveraineté de l'Arctique et l'achat du Groenland***

Depuis les dernières années, l'Arctique est monté en importance sur la scène internationale, en raison de son positionnement géostratégique et sa frontière commune avec sept pays. En effet, le Canada, les États-Unis, la Russie, la Finlande, la Norvège, la Suède et le Danemark ont un littoral direct sur cette région, ce qui accroît son potentiel économique et stratégique (Martel, 2024). Le réchauffement climatique, ayant affecté davantage la région polaire, rend l'Arctique beaucoup plus accessible, et celle-ci, en voie d'être complètement libre de glace dès 2030, ouvre l'accès à de nombreuses ressources minérales et

d'hydrocarbures, à l'exploitation des ressources halieutiques, sans compter les nouveaux couloirs maritimes attractifs et stratégiques (Le Clainche et Pesme, 2010, 857). Dans ce contexte, l'intérêt des États-Unis pour cette zone stratégique regorgeant d'opportunités économiques, militaires et environnementales s'est amplifié avec l'administration Trump. En 2019, le président des États-Unis évoquait l'intérêt de s'emparer du Groenland, idée qui sera ensuite relancée en 2024, exacerbant ainsi les tensions avec le Canada et le Danemark (Lasserre, 2025). Cette proposition, bien que refusée par le Danemark, souligne l'importance géostratégique majeure que représente la région. Selon Lasserre, les États-Unis s'intéressent à la région à cause de l'intérêt que la Russie et la Chine y portent également, ce qui constitue une menace pesante pour l'arrière-cour du pays (Lasserre, 2025).

En parallèle, la souveraineté du passage Nord-Ouest entre les États-Unis et le Canada demeure un point de tension entre les deux pays. Le passage Nord-Ouest consiste en un corridor maritime qui longe l'archipel arctique canadien (OPSA, 2024, 39). Le Canada considère ainsi ce passage comme faisant partie de ses eaux intérieures, lui conférant le contrôle exclusif de la navigation et de l'exploitation des ressources, nécessitant une autorisation pour toute utilisation étrangère (Gagnon, 2009, 157-158). Cela dit, les États-Unis soutiennent que les voies d'accès font parties d'un détroit international, les autorisant à y accéder à leur guise, venant ainsi créer des tensions entre les deux voisins (Gagnon, 2009, 157-158). Le passage Nord-Ouest soulève donc toujours un important point de friction et d'importantes divergences, surtout avec l'augmentation du trafic maritime et l'intéressante offre de ressources énergétiques que présente la région (Gagnon, 2009, 157-158).

Un autre point de tension est la militarisation croissante qui est stimulée par la compétition accrue entre les plus grandes puissances du monde, et qui, par le fait même, accentue les tensions diplomatiques entre le Canada et les États-Unis. Alors que les deux alliés désirent augmenter leur surveillance militaire dans la région, à travers le NORAD, soit le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, les risques de désaccords diplomatiques entre le Canada et les États-Unis dans le contexte de la militarisation sont croissants. En effet, la forte dépendance militaire du Canada envers son voisin proche rend la situation plutôt délicate, ses capacités militaires étant limitées dû au financement et le NORAD étant commandé

conjointement, mais prédominé par les États-Unis (Martel, 2024). Ainsi, cette dépendance militaire, mais également cette concurrence économique et stratégique, marquée par le passage du Nord-Ouest, rend la situation davantage propice à des conflits diplomatiques.

Somme toute, l'enjeu que pose l'Arctique reste critique pour les années à venir, celui-ci étant au cœur des rivalités stratégiques du Canada et des États-Unis, mais également sur la scène internationale. Bien que symbolique, la tentative de l'acquisition du Groenland par les États-Unis démontre concrètement une volonté de renforcer son positionnement dans la région, alors que les tensions du passage Nord-Ouest continuent d'accentuer les frictions dans ce contexte de relations bilatérales qui se présente comme étant déjà plutôt complexe.

### **1.3. Le Québec : une paradiplomatie unique et nécessaire**

#### ***1.3.1. Paradiplomatie québécoise et représentations aux États-Unis***

Depuis 1960, la paradiplomatie québécoise se manifeste de manière significative sur la sphère internationale. En effet, depuis maintenant plusieurs décennies, le Québec se distingue comme l'un des acteurs non souverains les plus dynamiques sur la scène en matière de relations internationales dû à sa proactivité et à son engagement. C'est grâce à la doctrine Gérin-Lajoie, théorisé en 1965, affirmant la capacité juridique du Québec d'exercer certaines de ses compétences constitutionnelles sur le plan international (Dupré et Théroux, 146, 1989).

Lamontagne et Massie (2019, 4) définissent le terme de paradiplomatie comme étant « les activités internationales directes et autonomes des entités constitutives des États souverains, comme les États américains, [...], les provinces canadiennes et les communautés autonomes espagnoles ». La mise en œuvre d'une paradiplomatie identitaire implique une politique étrangère au palier de l'État fédéré, dans ce cas-ci, le Québec, et dont les objectifs visent le renforcement de la nation québécoise au sein du Canada (Roussel, 2007, Chap 12).

En ce sens, les provinces canadiennes, notamment le Québec, peuvent mener des actions internationales dans des domaines non exclusifs au fédéral dont la culture, le commerce et le climat, par exemple (Nossal,

Roussel et Paquin, 2023, 468-469). De plus, le Québec déploie des bureaux et des antennes pour ses équipes faisant partie des délégations québécoises. Parmi ses trentaines de représentations à travers le monde, on dénombre actuellement neuf bureaux officiels dispersés aux États-Unis, plus particulièrement à New York, Boston, Chicago, Atlanta, Los Angeles, Houston, Washington D.C, Miami et Seattle. La ministre des Relations internationales du Québec, Martine Biron, parraine ces délégations qui ont pour mission principale de défendre et de représenter les intérêts économiques, culturels, environnementaux et linguistiques de la province avec ses homologues américains (Ministère des Relations internationales et de la Francophonie, 2025). Les délégations du Québec à New York et à Washington sont les plus importantes et font acte de représentation principale dans les relations politiques et commerciales (Ministère des Relations internationales et de la Francophonie Gouvernement du Québec, 2025 ; Sioui, 2025). Par exemple, chaque année, la relation commerciale du Québec et des États-Unis permet près de 130 milliards de dollars d'échanges en exportations et en importation (Labbé, 2025). De plus, commerce et relations politiques à part, les délégations permettent également d'enrichir la stratégie de développement global des intérêts du Québec grâce à la promotion de l'identité québécoise, mais également de ses secteurs plus stratégiques tels que l'innovation et les technologies propres (Forget, 2025).

Cela dit, ces bureaux, quoique faisant rayonner le Québec sur la scène internationale, illustrent une forme de diplomatie parallèle avec celle du Canada qui peut parfois entrer en opposition avec les intentions d'Ottawa. En effet, alors que le contexte juridique de la Constitution canadienne a laissé « cette ouverture pour l'implication des provinces dans le prolongement externe de leurs compétences constitutionnelles » en laissant l'opportunité de mettre en œuvre des traités internationaux sur les objets qui touchent leurs champs de compétences, cette liberté offerte par la paradiplomatie québécoise peut venir poser certains défis (Khoury, 2008, 20).

Il convient d'abord de souligner l'existence de possibles conflits de mandat entre le Québec et le gouvernement fédéral. Puisque la politique étrangère relève de la compétence fédérale, il existe un risque de divergence entre les positions du Québec et celles du Canada sur la scène internationale. La situation particulière du Québec au sein du Canada fait en sorte que, sur certains dossiers, les deux gouvernements

pourraient se retrouver avec des positions différentes sur des enjeux. Ainsi, même si une coordination entre les différents paliers de gouvernement est presque toujours assurée, cette dualité peut créer un certain danger de crédibilité quant au message véhiculé, autant pour le Québec que pour le Canada.

Par ailleurs, cette paradiplomatie québécoise, qualifiée de « maximale » grâce à la forte affirmation nationaliste qui la caractérise, soulève également des enjeux en termes de rivalités politiques internes, surtout quant à l'autonomie provinciale accordée par le fédéral qui pourrait alimenter des luttes de pouvoir entre les deux paliers (Paquin, 2004, 19-20). Pour illustrer l'affirmation, Paquin, dans *Paradiplomatie et relations internationales*, explique qu'« au Canada, en vertu des décisions des tribunaux, le gouvernement peut s'engager, par traité international, sans qu'une obligation ne soit imposée aux provinces pour son application s'il touche aux compétences provinciales (Paquin, 2004, 22) ». Cette absence de cohésion dans la mise en œuvre des engagements internationaux nuit non seulement à la crédibilité du pays, mais également aux responsables politiques impliqués dans ces relations.

### ***1.3.2. Limites de la reconnaissance internationale du Québec***

Le Québec, bien qu'il soit l'un des États fédérés les plus actifs au monde en matière de relations internationales, ne possède pas de personnalité juridique internationale à proprement dite. En effet, malgré la lacune de la constitution quant aux compétences internationales en termes de partage des compétences, le Québec reste une entité fédérée appartenant au Canada, à qui revient les décisions majeures. En ce sens, seule la fédération canadienne, dans ce cas-ci le gouvernement fédéral, détient la capacité de représenter l'ensemble du Canada, incluant les provinces le composant, sur la scène internationale, auprès des organisations et des États (Zoogones, 2003; 154). Par exemple, avant 2006, l'accord entre le Canada et le Québec quant à la participation à l'international ne laissait au Québec qu'un droit de parole à l'entière discrétion du gouvernement fédéral (Observatoire de l'administration publique, 33, 2006).

En ce sens, cette absence de personnalité juridique contraint l'action du Québec en termes de négociations et de signature de traités. Le Québec occupe une place importante et est fortement représenté autour du globe. Cela dit, l'absence de souveraineté étatique dans ses actions le limite à conclure des traités formels dans les limites de ses compétences provinciales ou encore à participer à des rencontres internationales

en tant qu'entité indépendante considérant sa subordination à l'autorité fédérale, qui demeure le seul reconnu comme État à part entière sur la scène internationale. On peut penser à l'exemple de la Conférence du Gabon en 1986, où le ministre de l'Éducation nationale du Gabon avait invité une délégation québécoise à la conférence annuelle, créant de fortes tensions entre le Québec, le Gabon et le Canada, l'invitation d'Ottawa ayant totalement été mise à part (Bilan Québec, 1993). Cette situation aura d'ailleurs mené le Canada à briser ses liens diplomatiques avec le Gabon pendant un certain nombre d'années, estimant qu'il s'agissait d'une atteinte à la diplomatie canadienne (Observatoire de l'administration publique, 31, 2006). Ce genre d'exemple, parmi tant d'autres, illustre la réticence d'Ottawa à octroyer la liberté totale au Québec pour sa représentation à l'internationale, affirmant une nécessité de diplomatie parallèle entre les deux paliers de gouvernement.

Somme toute, le Québec dispose d'une certaine latitude pour assurer sa représentation à l'international, particulièrement dans les secteurs relevant de ses compétences. Toutefois, cette autonomie demeure restreinte par l'absence de personnalité juridique, que seul Ottawa possède, limitant ainsi la reconnaissance internationale du Québec en tant qu'entité diplomatique.

## 2. ENJEUX ET RISQUES COMMERCIAUX

### 2.1. Contexte

Existant depuis le Traité de réciprocité de 1854, l'intégration commerciale et économique entre Ottawa et Washington s'est considérablement renforcée au XXe siècle avec l'Accord de libre-échange de 1989 (ALE), l'ALÉNA en 1993 et, depuis son entrée en vigueur le 1er juillet 2020, l'ACEUM (Duschesne et Pâquet, 2022, 6). En 2024, 76 % des exportations de biens du Canada étaient en destination des États-Unis et 62 % de ses importations provenaient de son voisin du Sud (OCDE, 2025, 22). Conséquence du libre-échange canado-américain : en 2023, les échanges commerciaux avec les États-Unis représentaient 16 % du PIB canadien et généraient plus de 2,6 millions d'emplois directs et indirects (Statistique Canada, 2025).

Cette situation de dépendance canadienne envers le commerce extérieur a été résumée ainsi par Roy MacLaren, ministre du Commerce international sous le premier gouvernement de Jean Chrétien, « la politique extérieure [du Canada] est une politique commerciale » (Cohen, 1995, 4). Largement définie comme étant « [...] toute action gouvernementale qui peut avoir pour effet, intentionnel ou non, de modifier le flux des biens et des services de part et d'autre des frontières nationales », la politique commerciale canadienne est hautement dépendante des États-Unis, un pays avec une population près de neuf fois supérieure à celle du Canada et possédant un PIB près de 12 fois plus important que ce dernier (Wolfe, 1996, 356 ; Gagnon et Cloutier-Roy, 2024, 7). Caractérisée par une relation d'interdépendance asymétrique, c'est-à-dire que le Canada dépend davantage des États-Unis que l'inverse, les politiques commerciales canadienne et québécoise sont donc hautement vulnérables aux aléas protectionnistes et tarifaires des États-Unis (Deblock, 2015, 156 ; Nossal et al., 2023, 393).

Déjà touchés dans le secteur de l'acier et de l'aluminium lors des tarifs de Trump entre 2018 et 2020, le Québec et le Canada font dorénavant face à une administration Trump 2.0 plus imprévisible que jamais et qui, depuis l'hiver 2025, n'hésite pas à imposer des tarifs majeurs sur les produits canadiens et québécois (Normandin, 2024 ; David, 2024, 91). Les décrets protectionnistes de Trump rendent caduc une grande partie du traité de l'ACEUM, contrevient au droit commercial de l'OMC et plonge l'économie nord-

américaine dans l'imprévisibilité (Goldman et al., 2025). Ainsi, la présente section du rapport présentera les risques économiques et commerciaux transfrontaliers du Canada et du Québec face aux États-Unis dirigés par Trump.

## 2.2. L'imposition de tarifs : diminution du PIB et risque de récession pour le Canada

Cité par Trump depuis janvier 2025 pour justifier sa volonté d'imposer des tarifs de 25 % sur les importations canadiennes en sol américain, le déficit commercial américain de 221 G\$ avec le Canada en 2023 s'explique par une « interpénétration des chaînes de valeurs et le développement des échanges énergétiques » (Ambassade de France au Canada, 2025). Selon la RBC, la menace des droits de douane lancée en 2025 (aussi appelée guerre tarifaire en raison de tarifs réciproques) est le « choc commercial le plus important depuis la loi Smooth-Hawley Tariff Act des années 1930 » (Donald et Janzen, 2025).

Voici un tableau résumant les projections de l'impact de tarifs douaniers américains de 25 % sur le PIB canadien selon différentes analyses et temporalités :

**Tableau 1. Diminution du PIB canadien selon les projections sur une échelle d'un à cinq**

Organisations	Diminution du PIB (En points de pourcentage)	Échelle temporelle (Référence = 2025)
Banque du Canada (Banque du Canada, 2025).	4,0	2 ans
Banque royale du Canada (RBC) (Donald et Janzen, 2025).	Entre 3,4 et 4,2	2 ans
Banque nationale du Canada (BNC) (Carbasse et Caillou, 2025).	Jusqu'à 6	Entre 2 et 3 ans
Banque Scotia (Ambassade de France au Canada, 2025).	5,6	2 ans
CIRANO (Martin <i>et al.</i> , 2025, 1).	3,2 (sans représailles canadiennes) 4,2 (avec représailles canadiennes)	1 an
Peterson Institute for International Economics (PIIE) (Valentini et Durham, 2025).	1,2	5 ans

Ainsi, il existe des risques variables d'un ralentissement de la croissance de l'économie canadienne selon la durée et l'intensité de la guerre tarifaire (avec ou sans représailles canadiennes) dès le deuxième trimestre de 2025 (OCDE, 2025, 12). Si la diminution de la croissance se maintient sur six mois (deux trimestres), le Canada va entrer en récession, ce qui implique notamment une hausse du taux de chômage, du coût de la vie, des coûts d'emprunts et la dévaluation des placements dans un enchaînement de conséquences négatives (Banque Scotia, 2025 ; La Presse canadienne, 2025).

### 2.3. Une renégociation difficile et désavantageuse de l'ACEUM pour le Canada

Un autre risque pour la politique commerciale canadienne est d'obtenir un accord défavorable pour son économie lors de négociations d'un nouvel accord ou de la renégociation de l'ACEUM. En effet, considérant que de nombreux tarifs imposés par les États-Unis sont déjà en violation de plusieurs dispositions du traité et que Donald Trump souhaite un accord avantageux d'abord pour les États-Unis, comme en témoignent les négociations avec le Premier ministre Carney pour un nouvel accord économique et sécuritaire, l'avenir du libre-échange américain (incluant le Mexique) est menacé (Olivier et Blouin, 2025 ; OCDE, 2025, 23-24). Le négociateur en chef du Canada lors de la négociation de l'ACEUM, Steve Verheul, juge que la négociation sera difficile : « Pour obtenir le droit d'être exempté, le Canada risque de devoir mener des négociations longues et pénibles [...] » (Desrosiers, 2024). En vertu de la clause crépusculaire de l'ACEUM, la renégociation de l'accord en 2026 s'annonce donc un véritable défi pour le Canada afin d'éviter au maximum les tarifs que cherche à imposer un Trump intransigeant dans ses objectifs de réduire le déficit commercial, de répondre aux tarifs imposés par les États-Unis et d'inciter les entreprises étrangères à s'installer dans le pays de l'Oncle Sam (La Presse canadienne, 2017).

### 2.4. Risque de pertes d'emplois au Canada

Plus de 2,3 millions d'emplois directs ou indirects au Canada sont tributaires des exportations canadiennes, qui sont menacées (Chambre de Commerce du Canada, 2025). Ainsi, une réduction des exportations en raison des hausses tarifaires de 25 % risque de provoquer une baisse de 490 000 emplois (- 2,3 %) sans représailles canadiennes et de 700 000 (- 3,4 %) en cas de représailles (Martin et al., 2025, 5). Ces pertes d'emplois dans les principaux secteurs de l'économie canadienne (automobile, fer, acier, aluminium, bois

d'œuvre, etc.) vont accroître les demandes en services de recherche d'emplois et de prestations sociales allouées par l'État (Donald et Janzen, 2025). Les PME, qui représentent 47 % de l'emploi total au Canada contre 35 % aux États-Unis, sont particulièrement vulnérables aux tarifs en raison de leurs moyens plus limités comparativement aux multinationales pouvant diversifier leurs exportations (Baril, 2025).

## 2.5. Diminution des investissements américains au Canada : un effet domino

Les investissements du secteur privé et la consommation des ménages seront réduits en raison du climat d'incertitude et des tensions commerciales (OCDE, 2025, 12). Comme indiqué au tableau 2 en annexe, cela viendrait diminuer les importations et les exportations canadiennes, maintenir le déficit budgétaire du gouvernement canadien et contribuer à la hausse du taux de chômage (OCDE, 2025, 13). Première source d'investissements directs étrangers (IDE) pour le Canada, les États-Unis ont investi 452 G\$ au Canada contre 672 milliards G\$ d'IDE canadiens aux États-Unis en 2023 (presque la moitié des IDE totaux du Canada) (Ambassade du Canada à Washington, 2025). La conséquence ? Diminution de l'innovation, de la création d'emplois, de la productivité, de la compétitivité et de la confiance des investisseurs au Canada (Donald et Janzen, 2025) L'effet domino entraîné par la diminution des investissements viendrait affecter l'économie locale des provinces dans les services, la restauration et le commerce au point de causer la fermeture d'entreprises affectées directement ou indirectement (Donald et Janzen, 2025 ; McNally et al., 2025).

Tel qu'indiqué par la figure 2, certaines provinces sont davantage dépendantes que d'autres du commerce bilatéral avec les États-Unis : le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, l'Alberta et l'Ontario sont particulièrement dépendants (Tombe, 2024, 16-17). Les tarifs entraînent la chute des exportations énergétiques vers les États américains, ce qui rend vulnérables des villes exportatrices de pétrole brut et de gaz comme Saint John et Calgary (Tapp, 2025). Le sud-ouest de l'Ontario et son secteur industriel (automobiles, pièces, machinerie et équipements) est particulièrement vulnérable aux tarifs : il s'agit d'une des chaînes d'approvisionnement les plus intégrées dans le monde avec des composantes automobiles qui traversent la frontière jusqu'à huit fois avant qu'une voiture ne sorte de la chaîne de montage (Tapp, 2025 ; Ambassade du Canada à Washington, 2025). L'industrie agroalimentaire est aussi fortement à risque considérant que 60,3 % des

exportations agricoles canadiennes sont achetées par les États-Unis et que ces derniers produisent 56,8 % de nos importations agricoles en 2023 (Economic Research Service, 2025).

## 2.6. Hausse du coût de la vie des Canadiens et des Canadiennes

L'imposition de tarifs de 25 % sur les exportations canadiennes coûterait en moyenne 1900 \$ annuellement aux familles canadiennes (Chambre de Commerce du Canada, 2025). En effet, les tarifs sur les exportations des entreprises se répercutent sur les prix de vente aux consommateurs, ce qui est généralisé lorsqu'une grande partie des chaînes d'approvisionnement sont ciblées par les tarifs (Tiralongo, 2025 ; SCFP, 2025). L'imposition de contre-tarifs par le Canada risque d'ailleurs d'accroître l'inflation interne (Radio-Canada, 2025 ; Savoie et Lascelles, 2025).

## 2.7. Une diversification de la politique commerciale canadienne coûteuse

La diversification des exportations canadiennes vers d'autres marchés en Asie et en Europe va générer des coûts importants : pertes pour les entreprises le temps de trouver de nouveaux clients à l'international (lorsque possible) et dépenses gouvernementales supplémentaires pour soutenir les PME en difficulté et affectées par les tarifs (Wilson, 2025). La résistance de certains pays et partenaires (notamment certains pays européens opposés à l'adhésion à l'AECG comme la France, la Belgique ou l'Italie) pourrait rendre la diversification un processus long et ardu (Direction générale du Trésor français, 2025). Cela complexifie le changement de paradigme du commerce canadien afin de diminuer sa dépendance aux marchés et aux chaînes d'approvisionnement de son voisin du Sud. Avec sa conception protectionniste du commerce international, voire néo-mercantiliste, la volonté de Trump de « [...] détruire les alliances, les relations commerciales et les institutions internationales qui ont caractérisé l'ordre dominé par les États-Unis depuis 70 ans » est une menace pour l'économie canadienne fondée sur le multilatéralisme et le libre-échange (Schu, 2021, 19).

Avec plus de 3,6 G\$ de marchandises franchissant la frontière canado-américaine quotidiennement, l'imposition de tarifs supplémentaires, l'établissement de contrôles et d'inspections frontaliers accrus du côté américain pour lutter contre le trafic de drogue et l'immigration irrégulière ou la fermeture (partielle

ou totale) de la frontière seraient susceptibles de nuire à l'économie canadienne (Chambre de Commerce du Canada, 2025 ; Homeland Security, 2025). Ainsi, la plus longue frontière non militarisée au monde, celle séparant le Canada des États-Unis, pourrait devenir une source de perturbations économiques majeures, surtout en cas d'une nouvelle crise migratoire, comme ce fut le cas avec celle du chemin Roxham entre 2017 et 2023 (Statistique Canada, 2016 ; Schué, 2025).

## 2.8. Le cas du Québec : une économie fortement intégrée aux États-Unis

Le Québec fait classe à part au sein de la fédération canadienne. Depuis 60 ans, l'action internationale du Québec s'incarne dans la doctrine Gérin-Lajoie, soit « le prolongement international des compétences internes du Québec » (Paquin et Chaloux, 2016, 5). Même si la réglementation commerciale est une compétence fédérale, les provinces canadiennes, au premier chef le Québec, « [...] peuvent négocier et ratifier des ententes relevant de leurs champs de compétence en lien avec le commerce » (Ouellet et Beaumier, 2016, 72). Ainsi, considérant que les États-Unis représentent 53,2 % des échanges commerciaux du Québec en 2024, le retour d'un Trump 2.0 imprévisible et transactionnel nuit à la relation économique entre le Québec et les États américains (Verreault et Allaf, 2025 ; Pichard 2021, 73). Nous présenterons d'abord les risques pour les principaux domaines des échanges commerciaux du Québec. Ensuite, il sera question des impacts économiques sur le PIB et le marché du travail. Enfin, il sera question de la renégociation de l'ACEUM et de ses conséquences pour divers secteurs.

Les exportations du Québec (hors Canada) vont à 74 % vers les États-Unis et 34 % des importations de la belle province proviennent de ces derniers (Paquin, 2025). En 2024, les cinq principaux partenaires commerciaux américains du Québec étaient l'État du Texas (14 587 M\$), New York (11 198M\$), l'Ohio (7 396 M\$), la Pennsylvanie (6 852 M\$) et le Connecticut (6 850 M\$) (Chambre de Commerce du Canada, 2025). Tel qu'illustré par le tableau 3 en annexe, les principales exportations québécoises en sol américain sont des métaux de base (aluminium, cuivre, or, etc.), des véhicules aériens et terrestres ainsi que leurs composantes, de la machinerie et de l'équipement, du bois d'œuvre ainsi que ses produits dérivés (pâtes et papier) et de l'énergie électrique (ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, 2025, 57 ; Chambre de Commerce du Canada, 2025).

Par exemple, en juin 2025, l'imposition de tarifs de 50 % sur les importations américaines d'acier et d'aluminium est une menace sérieuse pour l'industrie de l'aluminium québécoise située au Saguenay–Lac-Saint-Jean, à Baie-Comeau, à Sept-Îles, à Deschambault et à Bécancour (Fontaine, 2025 ; Ressources naturelles Canada, 2025). Ainsi, produisant 70 % de tout l'aluminium primaire en Amérique du Nord grâce à une production annuelle de près de 3 millions de tonnes, les près de 1500 entreprises de l'industrie de l'aluminium comme Rio Tinto, Alcoa Canada et l'Aluminerie Alouette emploient directement plus de 7500 personnes au Québec et génèrent 40 000 emplois indirects (Association de l'aluminium du Canada, 2024 ; ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, 2022). Ainsi, l'Association de l'aluminium du Canada qualifie la hausse des tarifs « d'inappropriée et de menace pour la sécurité de la chaîne d'approvisionnement intégrée de l'Amérique du Nord » (Fontaine, 2025). La remise en question de la chaîne d'approvisionnement menace donc les exportations, mais aussi les importations québécoises de produits américains, tel qu'indiqué par le tableau 4 : véhicules et camions légers, pétrole brut, pièces aéronautiques, pneus, camions lourds ou encore des tracteurs (Verreault et Allaf, 2025 ; ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, 2025, 61). Les exportations d'hydroélectricité québécoise en direction des États américains de la Nouvelle-Angleterre sont susceptibles de perdre en rentabilité en cas d'imposition de tarifs significatifs, ce qui pourrait priver le Québec d'une source de revenus cruciale pour le Fonds des générations (Hydro-Québec, 2025 ; ministère des Finances, 2022).

## 2.9. Risques de diminution des investissements et du PIB québécois

Le climat d'incertitude commercial nord-américain contribue à refroidir l'intérêt des investisseurs : selon le rapport annuel d'Investissement Québec, il y a eu une baisse de 52 % des IDE au Québec entre l'exercice 2023-2024 et l'exercice 2024-2025 (Bergeron, 2025). La chute des investissements est susceptible de se poursuivre si la guerre tarifaire perdure, ce qui pourrait entraîner une cascade de conséquences pour la province. Parmi elles : diminution de l'innovation, rendements plus faibles sur les marchés financiers en raison d'une diminution de la productivité, endettement du gouvernement du Québec pour soutenir les entreprises et, si le déficit budgétaire continue à se creuser dans les prochaines années, une nouvelle réduction de la cote de crédit du Québec par les agences de notation (Arsenault, 2025 ; Bordeleau, 2025).

L'impact des tarifs sur le commerce et les investissements québécois se traduit par des risques pour le PIB de la province. En février 2025, le PIB a reculé de 0,5 % tandis que le ministre des Finances, Eric Girard, projette une baisse entre 2,5 et 3 % du PIB québécois (Baril, 2025 ; Carbasse et Caillou 2025). Comme indiqué par le tableau 5, certaines régions du Québec, notamment le Saguenay–Lac-Saint-Jean, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue ou encore l'Estrie, seraient proportionnellement plus affectées en raison de leur forte dépendance aux exportations vers les États-Unis et à des secteurs spécifiques, comme les ressources naturelles et la transformation manufacturière (Boulais-Préseault, 2025).

## 2.10. Pertes d'emplois inégales associées au commerce transfrontalier

Dans le même ordre d'idées, ces impacts sur les investissements et le PIB au Québec menacent des centaines de milliers d'emplois. Les exportations vers les États-Unis génèrent environ 622 000 emplois au Québec (Paquin, 2025). Dans l'industrie de l'aluminium, les tarifs de 50 % provoquent l'accélération des investissements des entreprises canadiennes et québécoises dans une volonté de déplacer le plus de leurs activités possibles aux États-Unis pour éviter les tarifs (Bordeleau, 2025). Cela est une menace directe pour les 7 500 emplois directs et les 40 000 emplois indirects dans les régions de l'industrie de l'aluminium (Association de l'aluminium du Canada, 2024 ; ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, 2022). Selon un sondage de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) en mars 2025, la hausse des droits de douane incite 19 % des entreprises québécoises à considérer la réduction de leurs effectifs (Martel, 2025). Ainsi, entre 100 000 et 160 000 emplois sont à risque, ce qui pourrait s'accroître si les tensions commerciales perdurent ou s'accroissent (c'est-à-dire au-dessus de 25 %) (Martel, 2025). Néanmoins, l'effet asymétrique sur les différentes régions du Québec va générer des disparités régionales dans les pertes d'emplois et les demandes en programmes d'assistance de l'État québécois et canadien : les centres urbains de Montréal et de Laval seront moins affectés que le Nord-du-Québec ou la Côte-Nord (Boulais-Préseault, 2025). Cela va renforcer les dynamiques de vulnérabilité des emplois à l'ère de l'intelligence artificielle (IA) : plus de 810 000 emplois sont vulnérables au développement de l'IA, soit 18 % de la main-d'œuvre québécoise (Migneault, 2025).

Les pertes d'emplois potentielles constituent un risque significatif pour les populations canadiennes et québécoises. En effet, les conséquences négatives qu'entraîne une perte d'emploi pour un individu et son entourage sont considérables. Par exemple, le chômage accroît les risques de dépression, de suicide, de rupture amoureuse, de l'isolement social en plus d'augmenter les chances de développement de certaines pathologies (Farache 2016, 1-4). Par ailleurs, il retarderait la venue d'un premier enfant dans un couple et aurait un effet défavorable sur la scolarité des enfants (Farache 2016, 1-4). Bien entendu, une perte d'emploi entraîne également des répercussions économiques pour la famille, engendrant un appauvrissement probable de ses membres. De plus, plusieurs études ont établi un lien net entre la pauvreté et la criminalité (Kitchen 2022, III-V). Il est donc plausible de supposer qu'une perte d'emplois massive, pourrait engendrer une augmentation de la criminalité et des actes de violence au Québec et au Canada.

### **2.11. La renégociation de l'ACEUM : le cas de l'industrie laitière québécoise et canadienne**

Conformément à la théorie géoéconomique soit « un jeu à somme nulle faisant des perdants et des gagnants et où la compétition et la recherche de puissance deviennent plus importantes que la collaboration et les gains mutuels », Trump risque d'utiliser les tarifs pour obtenir des concessions lors de la renégociation de l'ACEUM en 2026 (Gagnon, 2021, 53). Ainsi, le mécanisme de gestion de l'offre du Canada, ciblé par Trump dès sa victoire aux élections de 2024, pourrait être remis en question aux dépens des producteurs laitiers canadiens et québécois (Crête, 2024). Établie en 1972, la Loi sur les offices des produits agricoles (L.R.C. (1985), ch. F-4) assure la stabilité de la production grâce au principe de la discipline de production qui établit des quotas de production, contrôle les importations et fixe des prix équitables (Radio-Canada, 2025). La disparition du mécanisme de la gestion de l'offre ou bien son affaiblissement pourrait causer l'effondrement des revenus agricoles, augmenter l'endettement des fermes, causer la disparition des plus petites fermes, éroder la souveraineté alimentaire, fragiliser les régions rurales et diminuer la qualité du lait accessible sur le marché québécois et canadien (Wiens, 2025 ; Heminthavong, 2018). Même si ces risques existent pour l'ensemble des producteurs laitiers au Canada, le Québec est particulièrement vulnérable : première province productrice de lait au Canada, le Québec est responsable de 36,9 % de la production laitière au pays et compte 46,4 % des fermes laitières (les fermes sont donc de

plus petites tailles que la moyenne au Canada) (Gouvernement du Québec, 2025). Générant 24 % des recettes agricoles du Québec, le secteur laitier québécois se retrouve principalement en Chaudière-Appalaches (23 %), en Montérégie (19 %), au Centre-du-Québec (14 %), dans le Bas-Saint-Laurent (12 %), en Estrie (10 %) et au Saguenay-Lac-Saint-Jean (5 %) (Gouvernement du Québec, 2025). La perte de la gestion de l'offre nuirait fortement aux producteurs laitiers de ces régions et aux entreprises fabriquant des produits laitiers transformés (crème, yogourt, fromage, beurre, etc.) (Gouvernement du Québec, 2025).

## 3. ENJEUX ET RISQUES SÉCURITAIRES ET FRONTALIERS

### 3.1. Contexte

Dès son élection, Donald Trump a accordé une attention prioritaire aux enjeux frontaliers, notamment en brandissant la menace d'imposer des tarifs douaniers sur des secteurs économique stratégiques. Parmi les priorités sécuritaires mises de l'avant par l'administration Trump figuraient la lutte contre le trafic de fentanyl, la gestion des passages irréguliers à la frontière, des menaces d'annexion visant le Canada, ainsi que la remise en question du tracé même de la frontière canado-américaine (Marquis, 2025). Cette frontière est centrale dans la relation stratégique entre les deux pays. En revanche, les phénomènes récents modifient profondément la dynamique de collaboration et présente une tension entre les deux gouvernements, qui touche fortement le Québec. Dans le cadre de cette déclaration de guerre commerciale, le Canada a investi en 2025 divers investissements destinés à renforcer la sécurité de la frontière canado-américaine tout en facilitant les déplacements légitimes et en luttant contre la criminalité transfrontalière (Gouvernement du Canada, 2025). L'orientation stratégique adoptée par les institutions étatiques canadiennes se base sur une approche de cinq piliers décrite dans le Plan frontalier datant de décembre 2024. Ces cinq piliers proposent une détection proactive, un appui aux forces de l'ordre, une coopération opérationnelle, un partage d'information renforcé et une réduction des traitements non prioritaires à la frontière. Du côté du Québec, la Sûreté du Québec (SQ) a lancé, le 9 janvier 2025, le Plan Pélican qui prévoit la mobilisation de près de 300 agents de la SQ pour répondre à une vague de migration irrégulière (Carabin, 2025). Dans cette section, il sera question des enjeux et des risques propres à la sécurisation de la frontière canado-américaine, des menaces et vulnérabilités potentielles et des réponses gouvernementales.

#### 3.1.1. *Cadre institutionnel et historique en matière de sécurité frontalière*

Il existe deux principaux accords permettant de former le cadre institutionnel : Smart Border (2001) et Beyond the Border (2011). Le protocole Smart Border a pour objectif de renforcer la sécurité de la frontière, tout en maintenant le flux sécuritaire de personnes et de biens, le tout structuré autour de quatre piliers : la sécurité des personnes, des marchandises, des infrastructures et du partage de renseignements.

Autrement, l'Accord Beyond the Border marque un tournant majeur dans la coopération bilatérale canado-américaine en matière de sécurité frontalière. Cet accord vient institutionnaliser la coopération frontalière et affirme la souveraineté canadienne tout en adaptant ses procédures aux standards américains, notamment dans la gestion des données migratoires et des inspections (Gouvernement du Canada, 2011). Bien que ces deux accords aient permis de renforcer la coopération bilatérale en matière de sécurité frontalière, ils soulèvent un risque de dépendance structurelle du Canada à l'égard des priorités sécuritaires américaines.

Également, le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) a été établi en 1958 comme une organisation binationale entre le Canada et les États-Unis, basée à Colorado Springs (Comité permanent de la Défense national, 2016, 4). Il constitue un pilier central de la défense du continent nord-américain (Comité permanent de la Défense national, 2016, 17). Le mandat principal du NORAD est la surveillance aérienne et spatiale du territoire nord-américain, l'alerte et l'interception de menaces potentielles et, depuis 2006, la surveillance maritime (Comité permanent de la Défense national, 2016, 17-18). Le NORAD reflète parfaitement cet enjeu d'interdépendance en matière de défense entre le Canada et les États-Unis. Les pressions récentes de la part de notre voisin du sud demandent, entre autres, une modernisation du NORAD pour répondre aux nouvelles menaces russes et chinoises. L'accélération des menaces, notamment les missiles hypersoniques russes et la militarisation croissante de l'Arctique, force le Canada à rattraper son retard (Rozanov, 2024). En 2022, Ottawa a alloué 38 milliards \$ CAD sur 20 ans pour remplacer radars, satellites et capacités de surveillance arctique (Gouvernement du Canada, 2023 ; Brown et Wilson, 2024). En résumé, les États-Unis s'attendent à ce que le Canada tienne sa part dans la défense du continent. Trump a critiqué ouvertement le fait que le Canada ne dépense pas assez pour la défense du continent et a questionné sa contribution au NORAD, évoquant le risque qu'Ottawa ne participe plus pleinement à cette alliance aérospatiale. Le NORAD devient un test de solidarité stratégique (Lagassé, 2022). De ce fait, la désynchronisation entre Ottawa et les États fédérés (Québec, Territoires du Nord-Ouest) ainsi qu'avec les États-Unis affaiblit la capacité de la région à répondre à des menaces aérospatiales combinées (Ellis, 2024).

### 3.2. Criminalité transfrontalière

Pour poursuivre, la criminalité transfrontalière constitue l'un des enjeux sécuritaires soulevés par l'administration Trump dans le cadre de la guerre commerciale. Trump a qualifié la frontière nord de source de flux migratoire et de drogues, accusant le Canada de faciliter le passage d'immigrants illégaux et du fentanyl, malgré les données montrant que moins de 1% des saisies de fentanyl proviennent du Canada (The Washington Post, 2025). En réponse aux menaces de guerre tarifaire, le gouvernement canadien a proposé de nouvelles mesures en février 2025 ciblant le trafic de fentanyl, le crime organisé et le blanchiment d'argent comme réponse à la menace de notre voisin du sud d'imposer des tarifs douaniers sur des secteurs clés (Bibliothèque du Parlement, 2025). Malgré les réponses du gouvernement canadien, il demeure que le risque principal est la militarisation de la frontière dans un cadre où l'administration Trump a déployé des troupes de la Garde nationale dans des États comme Washington et le Vermont (Washington State Standard, 2025), dont environ 200 soldats pourraient être positionnés près du Québec, sous couvert d'une réponse à la lutte contre le trafic de drogue. Le décret présidentiel 14167 implante des missions de sécurité à la frontière sud, avec l'appui du Pentagone (The White House, 2025). Ce précédent, face aux opérations du United States Immigration and Customs Enforcement (ICE), pose un modèle potentiellement exportable au Canada (Lee 2025). Il est à noter que la surveillance militaire complique les échanges commerciaux, freine le tourisme et introduit des obstacles aux étudiants internationaux (Québec-Amérique, 2024).

### 3.3. Tensions migratoires

Le gouvernement canadien adhère à l'idée d'une frontière sécuritaire pour permettre la protection contre les menaces criminelles et pour faciliter l'entrée légale (Bibliothèque du Parlement, 2025). Cependant, l'administration Trump a déclaré que les migrants et les passeurs exploitent la frontière nord et accuse le Canada de ne pas prendre la question au sérieux, exigeant une sécurisation plus stricte (The Washington Post, 2025). Avec cette déclaration, il menace d'imposer des tarifs douaniers sur les biens canadiens si un renforcement significatif des contrôles frontaliers et une baisse des flux migratoires ne sont pas constatés.

Il propose d'intensifier la présence des agents du ICE comme murs symboliques tout en déployant une rhétorique de pression sur Ottawa afin qu'il gère la crise.

La situation engendrée par l'administration Trump n'est pas sans rappeler le cas du chemin Roxham, au Québec. Celui-ci a accueilli plus de 100 000 demandeurs d'asile entre 2017 et mars 2023 (LaShomb, 2024). En 2022, le Québec a reçu à lui seul environ 38 900 demandes, concentrées aux postes frontaliers du sud, mettant à rude épreuve les structures d'accueil telles que les ONG, les centres intégrés de santé (CISSS) et les ressources du gouvernement provincial (Gouvernement du Canada, 2023 ; Dupont, 2024). La fermeture officielle du chemin Roxham, en mars 2023, à la suite d'un amendement à l'Accord sur les pays tiers sûrs, a entraîné une chute significative des arrivées : ils sont passés de plus de 4 000 en mars à seulement 69 en avril 2023 (LaShomb, 2024). Toutefois, ce déplacement n'a pas stoppé le phénomène migratoire, il l'a simplement déplacé : les flux se sont relocalisés vers des routes plus rurales et isolées, notamment dans les zones boisées et faiblement surveillées (Gouvernement du Canada, 2023).

Les conséquences de cette situation sont majeures pour le Canada et le Québec. En effet, le pays vit une situation économique complexe, alors que l'inflation et le coût de la vie augmentent, la dette du pays est en hausse, une crise du logement touche le pays, le chômage s'accroît, etc. Dans cette situation, assurer un processus d'immigration sécuritaire et complet pour de nombreux individus devient extrêmement complexe (Leduc, 2025)

Le Québec est encore plus à risque, car la province reçoit plus de demandeurs d'asile que son poids relatif au sein du Canada (Fournier, 2025 ; Colpron, 2025). Cela crée une pression financière accrue pour le Québec en rapport avec ces personnes. Aussi, le statut de nation distincte du Québec, mais aussi le fait que la province soit le seul État en Amérique du Nord parlant principalement le français la rend plus vulnérable devant une vague importante d'immigrants, car l'apprentissage du français devient un obstacle supplémentaire (Bellerose, 2024).

D'autres risques émanent de l'instabilité diplomatique bilatérale basée sur des pressions politiques répétées, mais également sur des mesures économiques coercitives (tarifs douaniers). Les accusations de

laxisme canadien en immigration poussent Ottawa à renforcer unilatéralement ses contrôles migratoires pour éviter des sanctions économiques et une atteinte à sa réputation internationale dans un cadre où il peut être perçu comme optant pour une logique de répression migratoire (Statistique Canada, 2025). D'ailleurs, bien que ce soit un enjeu préoccupant, il demeure que les chiffres montrent que la majorité des migrants et du fentanyl passent par la frontière sud des États-Unis (The Washington Post, 2025). Ainsi, cela démontre la logique histrionique de l'administration Trump, qui exacerbe les enjeux et les risques (Prémont, 2021, 6).

En ce qui concerne le Québec, plusieurs risques font surface, dont une pression accrue sur les ressources policières locales (GRC et SQ) et des tensions sociales et politiques marquées par une polarisation accrue de l'opinion publique sur les questions liées à l'asile, à l'immigration et à la frontière. Pour y faire face, le gouvernement du Québec réclame : le renforcement des effectifs de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) aux frontières rurales, la création de camps d'accueil temporaires sécurisés et dignes pour désamorcer les crises humanitaires en territoire québécois (Blanchette, 2023). Dans le même ordre d'idées, une préoccupation touchant autant le Canada que le Québec porte sur la coopération entre les employés de terrain, comme les douaniers, entre le personnel canadien, québécois et américain. En effet, il est difficile de prévoir si les employés américains maintiendront le même niveau d'ouverture envers leurs collègues du Nord. Cela rend extrêmement complexe d'évaluer l'efficacité de traitement à la frontière canadienne et américaine (Comité permanent de la sécurité publique et nationale, 2024).

### **3.4. Tensions diplomatiques, nationalisme et annexion**

Les nombreuses tensions diplomatiques provoquées par le retour de Donald Trump comme président des États-Unis et nommées dans les sous-parties précédentes ont provoqué de vives réactions au sein de la population canadienne. Il a été observé une transformation de la frontière devenue un levier politique et identitaire. Présentée à maintes reprises comme une « faille de sécurité », la frontière du Nord est désormais instrumentalisée et les effets de cette instrumentalisation se répercutent dans la société canadienne (Agence France-Presse, 2025).

Au-delà de la rhétorique sur la criminalité et la migration irrégulière, certaines déclarations provocatrices issues de l'administration Trump, comme l'évocation d'une possible annexion du Canada en tant que 51<sup>e</sup> État, ont entraîné des conséquences politiques inattendues. Bien que présentée sur un ton provocateur, cette déclaration a résonné dans certaines régions du pays, notamment dans les provinces des Prairies, comme le Manitoba et l'Alberta. Plusieurs mouvements nationalistes et autonomistes ont réagi favorablement à ce type de discours, y voyant une occasion d'exprimer leur insatisfaction envers Ottawa (Agence France-Presse, 2025).

Cette situation a également ravivé des tensions interprovinciales et mis en lumière les fractures idéologiques qui traversent la fédération canadienne. Certains groupes politiques, figures médiatiques et citoyens ont ouvertement affirmé se sentir plus alignés avec les valeurs américaines que canadiennes, particulièrement en matière de fiscalité, de politique énergétique ou d'immigration. Ces prises de position ont alimenté un débat sur la légitimité des institutions fédérales à représenter efficacement les intérêts de toutes les régions du pays (Radio-Canada, 2025).

Historiquement autonomiste, le Québec observe avec inquiétude la déstabilisation de l'unité canadienne dans un contexte de montée du populisme et de repli identitaire. Comme le souligne un récent reportage de la BBC, cette polarisation croissante au Canada nourrit les tensions interprovinciales et ravive les sensibilités autonomistes au Québec, notamment face aux enjeux migratoires et de cybersécurité (BBC News, 2024). Le gouvernement québécois, tout en défendant une approche pragmatique en ce qui a trait à la coopération frontalière, insiste de plus en plus sur la nécessité de protéger ses propres intérêts stratégiques, notamment en matière de migration, de cybersécurité et de protection des données.

En parallèle, la pression exercée par l'administration Trump à travers des politiques économiques punitives, telles que l'imposition de tarifs douaniers, contribue à renforcer les réactions de résistance au Canada. Campagnes de boycott des produits américains, appels à relocaliser l'approvisionnement ou encore critiques ouvertes contre la dépendance économique, notamment au Québec et en Colombie-Britannique,

ont vu le jour dans un contexte où les tensions commerciales ravivent les débats sur l'autonomie économique régionale (Marquis, 2025).

À noter que, de façon réaliste, malgré les déclarations incendiaires du président américain, il paraît extrêmement peu probable qu'une réelle attaque américaine sur le Canada ait lieu. Ce geste serait trop condamné sur la scène internationale, très coûteux et ne rapporterait pas suffisamment aux États-Unis (Agence France-Presse, 2025). Cependant, il y a un réel risque que les frontières canadiennes soient remises en question par Trump. Cette contestation ne serait pas anodine, alors que certaines ressources naturelles, étant des joyaux de l'industrie canadienne, se retrouvent à la frontière entre les deux pays. Le cas des Grands Lacs, que se partagent le Canada et les États-Unis, est un exemple probant de cette menace. Trump pourrait être tenté d'exploiter une partie des Grands Lacs se trouvant sur le territoire canadien dans le but d'enrichir son pays. Cela priverait le Canada de ressources extrêmement importantes. À noter que la situation reste similaire pour le Québec, alors que la plupart des provinces et territoires ont une frontière directe avec les États-Unis. Les ressources naturelles se trouvant dans une zone limitrophe par rapport aux États-Unis sont donc toutes également en danger (Laserra 2018 ; Legendre 2025).

Certains risques sociaux, notamment la polarisation, pourraient également être associées aux menaces d'annexion, ceux-ci seront abordés dans une section suivante.

### 3.5. Un électorat préoccupé

D'ailleurs, ces enjeux auraient généré une peur chez une portion importante de l'électorat canadien. En effet, un sondage Léger réalisé peu avant les élections fédérales de 2025 indique que plus de 30 % des électeurs estimaient que « les tarifs douaniers / Trump / les agressions américaines » représentent les plus grands défis actuels pour le Canada (Léger 2025, 16-20). D'ailleurs, selon ce même sondage, une majorité des électeurs ayant voté pour le Parti libéral du Canada, parti ayant remporté les élections, auraient comme priorité la gestion des tensions actuelles entre le Canada et les États-Unis (Léger, 2025,16-20).

### 3.6. L'extrémisme violent transfrontalier et les crimes haineux

Depuis 2016, la montée des idéologies extrémistes aux États-Unis a entraîné des répercussions transfrontalières directes au Canada. Des groupes comme les Proud Boys, Three Percenters ou les Oath Keepers, nés dans le contexte post-Obama et amplifiés sous la présidence Trump, ont vu leur influence s'étendre au nord de la frontière. Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS) signale que ces mouvements ont inspiré la formation de cellules actives, notamment au Québec et en Alberta (CSARS 2024 ; Jackson 2024).

Cette diffusion idéologique ne se limite pas aux comportements violents : elle alimente un discours sécessionniste croissant, notamment en Alberta, où certains groupes vont jusqu'à réclamer l'intégration de la province aux États-Unis en tant que 51<sup>e</sup> État. Ce discours marginal a gagné en visibilité grâce aux plateformes sociales numériques et médiatiques qui accordent à certaines figures conservatrices, particulièrement critiques envers les politiques fédérales canadiennes, une grande place (Dandurand, 2025 ; Pelletier, 2024). Ce climat contribue à fragiliser la légitimité du gouvernement fédéral, à éroder la confiance dans les institutions de sécurité nationale et à accroître la polarisation du paysage politique canadien.

Parallèlement, les discours extrémistes s'ancrent dans des dynamiques de radicalisation plus larges. Le Rapport public sur la menace terroriste au Canada de 2023 publié par le Service canadien de renseignement de sécurité (SCRS) observe une diversification des acteurs et une montée du phénomène des « loups solitaires », radicalisés par des contenus haineux diffusés sur les réseaux sociaux (Rapport SCRS, 2023). Ces plateformes facilitent la formation de communautés virtuelles centrées sur des récits victimaires, la désinformation et des appels à l'action violente. Le CEFIR rapporte une hausse de 35% du nombre de groupes extrémistes actifs entre 2019 et 2024, une tendance qui s'accompagne d'une explosion des crimes haineux, particulièrement marquée au Québec avec une augmentation de 72% entre 2019 et 2023 (Statistique Canada, 2024).

La réélection de Donald Trump a intensifié ces dynamiques. Des gestes symboliques tels que le pardon accordé à de nombreux participants à l'assaut du Capitole en 2021 a été interprété comme une forme de légitimation tacite de la violence politique (CBC 2021). Au Canada, des groupes comme Diagonale ou le Frontenac Active Club adaptent ces narratifs à leur contexte local, instrumentalisant les frustrations liées à la pandémie, à l'économie ou aux enjeux identitaires.

### 3.7. Le cyber, les renseignements et les infrastructures stratégiques

À ces menaces s'ajoutent d'importants défis de coordination en matière de renseignement. Les infrastructures stratégiques et essentielles sont une cible de choix pour les cyberattaques d'acteurs étatiques et non-étatiques. Ainsi, ces enjeux sont traités ensemble. Il est à noter que la codépendance des agences (FBI/GRC, CIA/SCRS) a longtemps été perçue comme un exemple de bon voisinage sécuritaire (Gillespie 2022). Les menaces sont multiples, le Centre canadien de la cybersécurité signale que les attaques étatiques (Chine, Russie, Iran, Inde) et les cyberattaques organisationnelles se multiplient, ciblant les énergies, les ports et la santé (CCCS 2024 ; Lewis 2024). D'ailleurs en 2023, Hydro-Québec a subi une attaque DDOS majeure attribuée à des hackers pro-russes, tandis que les ports de Montréal et de Québec ont vu leur logistique contraindre à 24 h d'arrêt (KonBriefing 2025). Ensuite, le vol de données et l'espionnage industriel dans le secteur privé deviennent de plus en plus un enjeu puisque plusieurs banques (Laurentienne, Cloutier, Uniboard, etc.) et industries ont été touchées par des rançongiciels. En revanche, des désaccords ont émergé sur le partage de bases de données, notamment lors de transferts de données biométriques de résidents québécois vers des entités américaines (Giraud 2024). Le rapport CSARS (2024) souligne que des cellules terroristes pourraient exploiter ces défauts de coordination. Une cartographie des risques régionaux, incluant les réseaux logistiques terroristes, s'avère nécessaire (Lefort 2023).

En conclusion, l'extension transfrontalière des idéologies extrémistes, combinée à la radicalisation numérique, représentent une menace hybride croissante pour la sécurité canadienne. Le Québec et les provinces de l'Ouest se trouvent en première ligne face à ces dynamiques, en raison de leur proximité géographique, de leur exposition aux mouvements populistes et de leur vulnérabilité numérique. Trois principaux risques se dégagent : un risque de contagion idéologique et de violence politique, un risque

d'incohérence institutionnelle dans la gestion du renseignement et un risque cyber et de sabotage d'infrastructures critiques.

## 4. RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

### 4.1. Un désintérêt des États-Unis

Trump étant reconnu comme un climatosceptique notoire, un vent d'incertitude règne sur la scène internationale depuis son arrivée en poste en janvier 2025 (Agence France-Presse 2025). Par leur puissance internationale et leur statut de leader occidental, les États-Unis sont un joueur clé de la transition écologique mondiale. Dans cette optique, afin d'assurer une transition écologique efficace, il devient nécessaire que les États-Unis s'y engagent (Agence France-Presse 2025). Or, le contraire est constaté, depuis le début de la deuxième présidence de Trump, les États-Unis ont quitté (pour une nouvelle fois) l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), dont les États-Unis étaient le principal contributeur. Ils ont aussi coupé le financement à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques ainsi que dans le plan de financement de l'action climatique internationale (Tuddenham 2025). Des mesures comparables ont été mises en œuvre à l'échelle nationale, alors que divers décrets ayant des impacts nocifs sur l'environnement ont été adoptés : réduction du parc éolien, amplification de l'exploitation de gaz naturel, coupure de postes clés au sein d'équipes d'experts sur le climat, etc (Tuddenham 2025).

### 4.2. Impact sur le Canada et le Québec

Il est toujours complexe d'évaluer les impacts directs de politiques (ou de l'inaction) environnementales sur un État précis. Il est cependant possible d'estimer que le désengagement de Trump envers les traités internationaux en environnement contribuera au réchauffement de la planète (Agence France-Presse 2025). Au niveau transfrontalier, plus de 40 ententes ou accords régissent les relations entre les gouvernements fédéraux canadien et américain en plus d'une centaine d'accords et de partenariats entre les provinces et les États américains (Nadeau 2024, 122-123).

La gouvernance des Grands Lacs et le développement de pipelines et de gazoducs transfrontaliers sont des sources de risques pour le Canada : les tentatives de marchandages de l'eau canadienne par des projets américains au courant du XXe siècle et les enjeux de la pollution engendrés par l'exploitation de

pipelines soulèvent des risques réels à l'ère Trump 2.0, notamment dans la gestion des Grands Lacs (Tanguay 2025 ; Commission mixte internationale 2025 ; Direction générale du Trésor 2025). Comme évoqué plus tôt, il semble que l'administration Trump ne compte pas respecter la souveraineté du Canada et celle du Québec, particulièrement en ce qui concerne les ressources naturelles de la région. En effet, Trump prévoit de diminuer le financement des organismes responsables de la gestion de l'eau des Grands Lacs. Or, ces lacs constituent une source essentielle d'approvisionnement en eau pour de nombreuses municipalités canadiennes et québécoises. Par conséquent, en exploitant ces ressources, les États-Unis ne se contentent pas de s'approprier des biens appartenant au Canada : ils mettent aussi en péril la population canadienne, notamment à cause de normes d'exploitation qui pourraient s'avérer insuffisantes (Lasserre 2018 ; Legendre 2025).

### 4.3. Risques pour le Canada et le Québec

Le Canada et le Québec ne sont pas des zones climatiques à risque, comparativement à certains pays (Niger, Mozambique, Indonésie, etc.), mais le Canada reste vulnérable par rapport à de nombreux risques associés aux changements climatiques : sécheresse et feux de forêt, fonte du pergélisol, augmentation du niveau de la mer, extinction d'espèces, etc. (Germanwatch, 2021, 1-4 ; Conseil des économies canadiennes, 2019, 2). Tous ces risques entraînent de nombreuses conséquences pour le Canada et sa population telles qu'une augmentation des cas de troubles de santé mentale, une hausse des prix des biens essentiels, des risques accentués de maladies chroniques, de blessures graves et de décès, de plus grands risques que des infrastructures et autres biens matériels soient endommagés, etc. Évidemment, certaines couches de la société, souvent déjà plus vulnérables, sont plus fragiles devant les risques climatiques (Affaires mondiales Canada 2024).

D'ailleurs, certaines de ces conséquences ont été constatées lors de l'épisode majeur de feux de forêt ayant touché le nord-est du Canada en 2024, dans la province de Terre-Neuve. Lors de cet épisode, 9000 personnes, dont des membres des Premières Nations, ont été contraintes d'évacuer leur habitation (Agence France-Presse 2024).

Malgré la situation géographique privilégiée du Canada et du Québec par rapport aux risques climatiques, le fait que ces États soient des voisins directs des États-Unis créent de nombreux enjeux complexes. Il est estimé qu'un désengagement des États-Unis par rapport à la cause climatique créerait une pression plus importante sur la production d'énergie canadienne et québécoise (Blais, 2025). Le développement d'énergie verte pourrait même être freiné par le manque de coopération et de convergence entre les États-Unis, le Canada et le Québec. Les tarifs américains et autres impacts économiques mentionnés plus haut pourraient également avoir un impact sur la capacité du Canada et du Québec à investir dans le secteur environnemental. À cet effet, le ministre de l'Environnement du Québec a mentionné qu'il serait difficile de maintenir les investissements en la matière en raison des perturbations occasionnées par les tensions entre les États-Unis, le Canada et le Québec (Blais, 2025).

Dans ce contexte, il est aussi difficile d'estimer quel sera l'impact sur la détermination de la population et des politiciens par rapport aux mesures climatiques. À la base, il est complexe pour les politiciens de proposer et de mettre en œuvre des politiques sur le climat, car ce sont des idées peu vendeuses pour l'électorat en raison que les conséquences positives de ces politiques ne seront pas ressenties dans un avenir proche (Finnegan 2023,1-2). L'administration Trump pourrait créer une tendance majeure en promouvant des valeurs climatosceptiques et le déni des changements climatiques. En effet, les idées mises de l'avant de l'autre côté de la frontière atteignent l'électorat canadien et québécois tôt ou tard. Dans cette optique, cela pourrait créer une lassitude au sein de ces électors par rapport à ces enjeux. Les politiciens pourraient alors être moins tentés de mettre de l'avant ce genre de politiques (Blais, 2025). Sans faire un lien de cause à effet direct, on constate actuellement au Québec et au Canada que de plus en plus de personnes semblent s'opposer aux différentes taxes carbone, alors que celles-ci étaient généralement applaudies il y a quelques années (Boulay, 2025). Encore une fois, une coopération plus étroite et avisée entre ces États pourrait minimiser les effets négatifs associés à ces enjeux.

## 5. POLARISATION ET DÉSINFORMATION

### 5.1. Un enjeu grandissant

La polarisation extrême observée aux États-Unis ces dernières années constitue un phénomène singulier qui suscite l'intérêt de nombreux observateurs (Pew Research Center, 2024 ; Bardou-Bourgeois 2022, 1-5). Accentué par le retour au pouvoir de Donald Trump, plusieurs experts constatent que, pour plusieurs facteurs, ce phénomène aurait des impacts directs sur le Canada et le Québec. En effet, cela provoquerait des changements majeurs dans les dynamiques de plusieurs sphères de ces sociétés, notamment sur le contexte politique, mais aussi sur le climat social (Rémillard 2025).

Pour rappel, selon le Radicalisation Awareness Network Network (RAN), associé à l'Union européenne, la polarisation politique se définit comme étant : « Un processus où les groupes de la société deviennent adversaires lorsqu'il y a une division psychologique prononcée entre "eux et nous". L'aliénation et les confrontations s'accroissent, ce qui engendre un climat politique où les préjugés, les discours de haine et même les crimes de haine prolifèrent » (European Forum of Urban Security, 2025).

La polarisation politique serait renforcée par l'accessibilité et le développement de nouvelles technologies, comme l'intelligence artificielle et les réseaux sociaux. Un nombre croissant d'individus seraient rarement exposés à des idéologies opposées à la leur, car, parmi la multitude de contenus disponibles sur les réseaux sociaux, ils ne consulteront principalement que ceux qui confirment leurs propres opinions sur divers enjeux (Rémillard 2025). Ce phénomène est nommé « chambre d'écho » (Rouban 2024, 11).

Dans le même ordre d'idées, la désinformation et la prolifération de fausses nouvelles seraient intimement liées à la polarisation (Rémillard 2025). En plus du phénomène des chambres d'écho, les sentiments négatifs d'un groupe envers un autre (eux contre nous) amèneraient plusieurs individus à invalider d'emblée certaines positions contraires aux leurs. Ces individus seraient alors plus à risque de consommer du contenu faux, mais qui corroborerait leur façon de penser (Bardou-Bourgeois 2025, 1-5). Il devient également de plus en plus complexe de discerner le vrai du faux, notamment en raison du manque de réglementation par rapport à l'intelligence artificielle, qui permet de produire du contenu extrêmement

réaliste relatant de fausses nouvelles. La plupart de ces attitudes sont déjà largement observées aux États-Unis, mais pourraient se déplacer vers le Canada et le Québec (Tan 2025, 2-4).

## 5.2. Polarisation et désinformation au Canada

L'environnement numérique mentionné plus tôt crée un contexte propice pour la propagation de fausses nouvelles américaines vers le Canada. En effet, en plus des conséquences mentionnées plus tôt dans la définition de la polarisation politique, d'autres conséquences liées à ces phénomènes seraient déjà observables au Canada, tels qu'un plus grand nombre de fraudes, une montée du populisme, mais aussi une diminution de la confiance envers les politiciens, les médias et les institutions (Tan 2025, 1-5 ; Rémillard, 2025). Selon un sondage Léger réalisé après les élections fédérales canadiennes d'avril 2025, 13 % des Canadiens déclarent ne pas avoir du tout confiance dans les résultats électoraux, ce qui représente une nette augmentation (Léger 2025, 22). Considérant que ces enjeux étaient un réel problème par rapport aux élections, Élection Canada avait d'ailleurs créé des ressources pour expliquer le danger de ceux-ci aux électeurs canadiens (Élections Canada 2025).

Malgré ces potentiels risques et conséquences, le Canada se retrouve dans une situation moins précaire que celle de son voisin du Sud. Effectivement, le Canada étant une société comportant plusieurs partis politiques, la division partisane est moins polarisée que le bipartisme des États-Unis. La présence de politiciens plus neutres idéologiquement serait également un facteur atténuant par rapport à ces risques (Rémillard 2025).

## 5.3. Polarisation et désinformation au Québec

Par rapport à la polarisation et à la désinformation, la situation québécoise n'est pas si éloignée de la situation canadienne. Cependant, certains experts estiment que la situation au Québec est plus sécuritaire que celle du Canada.

D'abord, la différence de langue entre le Québec et les États-Unis ferait que la propagation de fausses nouvelles liées à la polarisation serait plus lente que dans le reste du Canada. Ensuite, le Québec étant une société plus petite et d'une grande homogénéité, elle est moins à risque par rapport aux fractures sociales

entraînées par ces fausses nouvelles. Finalement, une confiance marquée de la population du Québec envers les médias traditionnels (télévision, radio, journaux, etc.) réduirait légèrement le risque (Rémillard 2025).

En bref, les conséquences mentionnées pour le Canada sont applicables au Québec, mais dans une moindre mesure. Aussi, il pourrait être plus long avant de constater les effets de ces enjeux sur la population québécoise en raison de certains facteurs de protection.

#### 5.4. Une coopération nécessaire

À l'heure actuelle, l'impact de ces enjeux pourrait être diminué si une législation efficace, notamment par rapport à la diffusion de fausses nouvelles ou de propos haineux sur les réseaux sociaux (Instagram, Facebook, X, etc.), était adoptée. Or, pour atteindre cet objectif, il est essentiel que les États-Unis et le Canada collaborent étroitement (Tan 2025, 2-4 ; Bardou-Bourgeois 2025, 1-5). Constatant les liens privilégiés unissant Trump et certains propriétaires clés de médias sociaux (les GAFAM par exemple), les politiques mises de l'avant par le gouvernement américain depuis janvier ainsi que le faible niveau d'intérêt que celui-ci porte au bien-être canadien, il devient extrêmement difficile de penser que, dans un avenir proche, cet enjeu pourra s'améliorer grâce aux relations bilatérales entretenues entre les États-Unis et le Canada (Tan 2025, 2-4). La désinformation étant considérée comme le principal risque pour de nombreuses entreprises multinationales d'ici 2027 par le *Global Risk Report 2025*, ce manque de coopération entre les deux gouvernements est alarmant pour le Canada et le Québec (World Economic Forum 2025, 8).

## CONCLUSION ET SCÉNARIOS

Il est sans équivoque que les politiques et la vision de Trump par rapport aux relations internationales ont un impact direct sur la politique étrangère canadienne et québécoise. En effet, l'imprévisibilité notoire associée au 47e président des États-Unis engendre un climat d'incertitude créant de nombreuses conséquences sur les populations canadienne et québécoise et les insécurisent. Dans ce rapport, ces grands risques ont été regroupés en quatre thèmes clés : politique étrangère, gestion physique de la frontière, enjeux économiques associés à la situation et, finalement, risques sociaux et environnementaux. Les deux prochaines pages présenteront des scénarios prospectifs par rapport aux grands thèmes abordés. Ceux-ci seront divisés en deux périodes temporelles, soit deux ans et cinq ans. Pour chacune des divisions temporelles, un scénario aura été identifié comme étant le plus probable (le scénario de base). Ensuite, un scénario positif et un scénario pessimiste sont envisagés. Grâce à ces scénarios, nous expliquons le spectre des événements plausibles par rapport aux enjeux mentionnés pour la période de deux et cinq ans. Il serait intéressant de poursuivre cette recherche en combinant des études purement sécuritaires et économiques sur les conséquences des relations transfrontalières entre le Canada, le Québec et les États-Unis afin d'obtenir un portrait plus précis de la conjoncture actuelle même si ces deux dimensions sont abordées dans le présent rapport. En 1969, l'ancien premier ministre Pierre Elliot Trudeau prononçait une remarque décrivant la relation canado-américaine qui allait s'inscrire dans les annales de la politique canadienne : « Être votre voisin, c'est comme dormir avec un éléphant. Quelque douce et placide que soit la bête, on subit chacun de ses mouvements et de ses grognements » (Gagnon et Cloutier-Roy 2024, 7). Cette citation illustre sans équivoque la relation asymétrique dans laquelle navigue les relations canado-américaines en 2025 à l'ère de Trump 2.0 (David, 2024, 81).

## Scénarios des risques transfrontaliers en politique étrangère sur 2 ans (2025 à 2027)

### *Scénario de base (Maintien de la situation, le plus probable) (5 sur 10)*

Les risques transfrontaliers pour le Canada et le Québec persisteront, mais leur gestion s'améliorera. Le Parti républicain pourrait conserver le contrôle du Congrès après les élections de mi-mandat de 2026, renforçant ainsi le pouvoir législatif de Trump et facilitant la mise en œuvre de son programme (exemple du One Big Beautiful Bill (The White House 2025)). Les renégociations de l'ACEUM débuteront le 1er juillet 2026 : le Canada devra défendre des acquis essentiels comme la gestion de l'offre et le secteur automobile ontarien (Dougherty 2025). Enfin, la polarisation, la désinformation et la montée des extrémismes – amplifiées par les technologies non réglementées – risquent d'affecter le climat politique, notamment lors des élections provinciales québécoises de l'automne 2026. L'économie demeure affectée par les tarifs.

### *Scénario pessimiste (Dégradation de la situation, peu probable) (3 sur 10)*

Les risques transfrontaliers pour le Canada et le Québec s'aggravent. Les élections de mi-mandat de 2026 porteront au pouvoir une majorité d'élus peu sensibles aux enjeux canadiens et québécois. En l'absence de législation efficace, la polarisation et la désinformation, amplifiées par les grandes plateformes américaines (GAFAM), pourraient s'aggraver, provoquant une hausse des crimes haineux et de la violence. Une administration Trump hostile aux organisations multilatérales risquerait de retirer des contributions clés dans les domaines du commerce, de la sécurité, de la santé ou de l'humanitaire. Un affaiblissement de l'OTAN, déjà menacée par Trump, accentuerait l'instabilité globale. Le Canada et le Québec devraient alors redéfinir leur rôle international sans l'appui des États-Unis. Bien qu'une annexion reste improbable, la souveraineté canadienne pourrait être questionnée (dans l'Arctique et les Grands Lacs). Le discours anti-migrants de Trump pourrait entraîner une hausse de l'immigration vers le Canada et le Québec. Une pression accrue est exercée sur les services sociaux et ralentissent l'intégration des personnes migrantes, particulièrement au Québec.

### *Scénario optimiste (Amélioration de la situation, le moins probable) (2 sur 10)*

Les risques transfrontaliers pour le Canada et le Québec vont diminuer en impact. Les élections de mi-mandat de 2026 verront le retour d'élus démocrates et républicains modérés favorables à des relations cordiales. Une coopération accrue pourrait favoriser des initiatives législatives pour freiner la désinformation, notamment l'encadrement de contenus générés par l'IA. Trump pourrait revenir sur certaines politiques protectionnistes et sur le retrait de traités, comme le suggère le principe TACO – Trump Always Chickens Out (Leadership avisé RBC 2025). La diversification des partenariats commerciaux et diplomatiques du Canada et du Québec renforce leur leadership dans le monde. Une collaboration trilatérale réduit les tensions liées à l'immigration irrégulière, comme celles provoquées par la crise du chemin Roxham. La reprise économique est plus rapide qu'anticipée et les impacts sur le PIB et l'emploi sont moindres.

## **Scénarios des risques transfrontaliers en politique étrangère sur 5 ans (2025 à 2030)**

### *Scénario de base (Maintien de la situation, le plus probable) (4 sur 10)*

Les risques transfrontaliers pour le Canada et le Québec demeurent présents, mais l'élection probable d'une administration démocrate à la Maison-Blanche permet des relations cordiales avec les États-Unis. Néanmoins, le Canada et le Québec poursuivent la diversification de leurs partenariats commerciaux et diplomatiques en Europe et en Asie (Corée du Sud, Japon, Indonésie, etc.). Les tarifs ont pris fin, mais les conséquences sur les secteurs touchés sont encore présentes. La polarisation et le climat social détérioré affectent les élections provinciales et fédérales. L'environnement se dégrade au Canada, causant davantage d'enjeux pour la santé, la sécurité publique et nuit aux provinces de l'Ouest.

### *Scénario optimiste (Amélioration de la situation, relativement probable) (3.5 sur 10)*

Les risques transfrontaliers pour le Canada et le Québec se résorbent. Il est probable que le mandat de Trump soit terminé, laissant place à une nouvelle administration démocrate. Cela améliore les relations bilatérales entre le Canada et les États-Unis, traditionnellement plus

fluides sous le parti démocrate, et rétablit un dialogue constructif. Les États-Unis réintègrent la plupart des initiatives multilatérales, comme l'Accord de Paris. Les tarifs sont abandonnés ou renégociés à la faveur du Canada et du Québec, facilitant les IDE, la croissance du PIB et valorisant les ressources naturelles canadiennes, contribuant ainsi à une sortie de la récession. Le départ de Trump et la perte de crédibilité du mouvement MAGA permettraient de calmer les tensions internes aux États-Unis, affaiblissant les groupes extrémistes violents. Une stabilité accrue renforcerait la coopération en sécurité, renseignement et lutte contre la désinformation et l'ingérence étrangère. La lutte conjointe contre les changements climatiques favorise la mitigation et l'adaptation.

### *Scénario pessimiste (Dégradation majeure de la situation, peu probable) (2.5 sur 10)*

Les risques transfrontaliers pour le Canada et le Québec se cristallisent. Les élections présidentielles de 2028 ont permis l'élection d'une administration MAGA. Un troisième mandat de Trump, l'instauration d'un régime autoritaire ou une succession chaotique à la présidence sont des possibilités. Les États-Unis pourraient se retirer totalement de traités majeurs comme les Five Eyes ou l'OTAN, provoquant un isolement géostratégique inédit pour le Canada et le Québec. La normalisation de la diplomatie histrionique rendrait la politique mondiale imprévisible, nuisant à la gouvernance économique et environnementale. La frontière canado-américaine pourrait se militariser ou se fermer. La construction d'un mur est possible. Une rupture commerciale entraînerait une crise : récession, chute des IDE et perte d'emplois. Les impacts économiques seraient graves pour les régions frontalières du Canada et du Québec. Ce contexte favoriserait la désinformation, la polarisation, les crimes haineux ainsi que l'essor de groupes d'extrême droite. Cela stimule des mouvements indépendantistes ou d'annexion (en Alberta et au Québec), mettant en cause l'unité canadienne. Face aux menaces d'annexion, le Canada accélère son réarmement. Les changements climatiques causent des catastrophes, des déplacements de population et affectent l'économie nord-américaine. En résumé, c'est un état de polycrise.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Affaires mondiales Canada, 2024, La Politique étrangère du Canada pour l'Arctique, Gouvernement du Canada, 6 décembre, consulté le 17/06/2025, URL <https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/transparence-transparence/arctic-arctique/arctic-policy-politique-arctique.aspx?lang=fra>.

Affaires mondiales Canada, 2025, L' Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) Gouvernement du Canada, 2 juin, consulté le 14/06/2025, URL <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cusma-aceum/index.aspx?lang=fra>.

AFP, 2024, « Un feu de forêt sous contrôle dans l'est du Canada », TVA Nouvelles, 20 juillet, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.tvanouvelles.ca/2024/07/20/un-feu-de-foret-sous-contrôle-dans-lest-du-canada>.

AFP, 2025, « Le gouvernement Trump congédie les auteurs d'un rapport crucial sur le climat », Radio-Canada, 29 avril, consulté le 19/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2161666/gouvernement-trump-congedie-auteurs-rapport-climat-environnement#:~:text=Donald%20Trump%2C%20notoirement%20climatosceptique%2C%20m%C3%A8ne,lutte%20contre%20le%20d%C3%A9r%C3%A8glement%20climatique>.

Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), 2024, « Fiches d'information : Comité permanent de la sécurité publique et nationale : Sécurité frontalière entre le Canada et les États-Unis (12 décembre 2024) », ASFC – Canada.ca, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.cbsa-asfc.gc.ca/transparence-transparence/pd-dp/bbp-rpp/secu/2024-12-12/factsheets-fichesinfo-fra.html>.

Agence France-Presse, 2025, « Trump prend la défense de son secrétaire à la Défense, accusé de nouvelle faille de sécurité » *Le Devoir*, 10 juin, consulté le 22/06/2025, URL <https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/870001/trump-prend-defense-secretaire-defense-accuse-nouvelle-faille-securite>.

Ambassade de France au Canada, 2025, Déficit commercial des États-Unis avec le Canada : mythes et réalité, Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, 14 janvier, consulté le 17/06/2025, URL <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2025/01/29/deficit-commercial-des-etats-unis-avec-le-canada-mythes-et-realite>.

Ambassade du Canada à Washington, 2025, Commerce Canada–É.-U., Gouvernement du Canada, consulté le 18/06/2025, URL <https://connectesaucanada.com/relations-canada-e-u/commerce-canada%e2%80%92e-u/>.

Arsenault, Julien, 2025, « Investissement Québec dévie d'une règle d'or », La Presse, 5 juin, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.lapresse.ca/affaires/2025-06-05/rendement-quasi-nul/investissement-quebec-devie-d-une-regle-d-or.php>.

Association de l'aluminium du Canada, 2024, « Que savez-vous sur l'aluminium du Québec ? », La Presse, 12 août, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.lapresse.ca/xtra/2024-08-12/association-de-l-aluminium-du-canada/que-savez-vous-sur-l-aluminium-du-quebec.php>.

Banque du Canada, 2025, Évaluation des conséquences potentielles des droits de douane américains, Banque du Canada, janvier, consulté le 17/06/2025, URL <https://www.banqueducanada.ca/publication/rpm/rpm-2025-01-29/point-de-mire-1/>.

Banque Scotia, 2025, Comment protéger vos finances face au risque de récession et épargner davantage, Banque Scotia, 27 février, consulté le 18/06/2025, URL <https://www.scotiabank.com/ca/fr/particuliers/conseils-plus/articles-de-fonds/posts.recession-et-finances.html>.

Bardou-Bourgeois, Victor, 2022, Une polarisation asymétrique : quels dangers pour la démocratie américaine ?, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, 31 mai, consulté le 19/06/2025, URL <https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2022/05/2022-05-31-polarisation-VBB.pdf>.

Baril, Hélène, 2025, « De nouveaux problèmes s'ajoutent aux anciens », La Presse, 27 mai, consulté le 18/06/2025, URL <https://www.lapresse.ca/affaires/2025-05-27/rapport-de-l-ocde-sur-le-canada/de-nouveaux-problemes-s-ajoutent-aux-anciens.php>.

Baril, Hélène, 2025, « Le PIB met un pied dans le rouge », La Presse, 27 mai, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.lapresse.ca/affaires/economie/2025-05-27/quebec/le-pib-met-un-pied-dans-le-rouge.php>.

Bastien, Thierry, 2025, « Meurtre de Charlie Kirk, la violence politique en hausse aux États-Unis », Le Journal de Montréal, 11 septembre, consulté le 12/09/2025.

BBC News, 2024, « Is Canada Still United? », *BBC News*, 13 mai, consulté le 22/06/2025, URL <https://www.bbc.com/news/articles/c98576z8ln8o>.

Bellavance, Joël-Denis, 2025, « Des liens trop forts pour être brisés, plaide l'ambassadeur américain », La Presse, 4 janvier, consulté le 17/06/2025, URL <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2025-01-04/canada-et-etats-unis/des-liens-trop-forts-pour-etre-brises-plaide-l-ambassadeur-americain.php>.

Bergeron, Ulysse, 2025, « L'ombre de Trump affecte les investissements étrangers au Québec », La Presse, 5 mai, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.lapresse.ca/affaires/economie/2025-05-05/l-ombre-de-trump-affecte-les-investissements-etrangers-au-quebec.php>.

Beylier, Pierre-Alexandre, 2014, « La frontière Canada États-Unis depuis le 11 septembre 2001 », *Études canadiennes*, No. 77, 111-121, consulté le 14/06/2025, DOI <https://doi.org/10.4000/eccs.472>.

Bilan Québec, 2025, Participation du Québec à la conférence de Libreville, Perspective monde, consulté le 18/06/2025, URL <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/quebec/evenements/1934>

Blanchette, Sophie, 2023, « Camps d'accueil sécurisés : un impératif pour le Québec », Le Devoir, 15 octobre, consulté le 16/06/2025, URL <https://www.ledevoir.com/societe/794358/refugies-quebec-veut-des-centres-daccueil-federaux>.

Boisvert, Yves, 2025, « Le Québec reçoit le tiers des demandes d'asile au pays depuis le début de l'année », La Presse, 24 avril, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.lapresse.ca/actualites/2025-04-24/le-quebec-recoit-le-tiers-des-demandes-d-asile-au-pays-depuis-le-debut-de-l-annee.php>.

Boisvert, Yves, 2025, « Seuils d'immigration et logement : Les fonctionnaires d'Immigration Canada ont sonné l'alarme dès 2022 », La Presse, 18 janvier, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.lapresse.ca/actualites/2025-01-18/seuils-d-immigration-et-logement/les-fonctionnaires-d-immigration-canada-ont-sonne-l-alarme-des-2022.php>.

Bordeleau, Jean-Louis, 2025, « À cause des tarifs, la délocalisation d'entreprises québécoises vers les États-Unis a commencé », Le Devoir, 4 juin, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.ledevoir.com/economie/887449/cause-tarifs-delocalisation-entreprises-quebecoises-vers-etats-unis-commence>.

Bordeleau, Stéphane, 2024, « Le commerce Canada–États-Unis, près de 1000 milliards \$ d'échanges par année », Radio-Canada, 26 novembre, consulté le 14/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2122463/commerce-canada-etats-unis-chiffres>.

Bordeleau, Stéphane, 2025, « La cote de crédit du Québec abaissée », Radio-Canada, 16 avril, consulté le 19/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2157170/sp500-cote-credit-quebec-abaissee>.

Boulais-Préseault, Maëlle, 2025, Incidence des tarifs américains sur les régions du Québec, Desjardins, 24 mars, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.desjardins.com/qc/fr/epargne-placements/etudes-economiques/quebec-tarifs-regions-24-mars-2025.html>.

Boulay, Mathieu, 2025, « Abolition de la taxe carbone : les Québécois paieront leur plein d'essence plus cher qu'ailleurs au pays », Journal de Montréal, 1er avril 2025, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.journaldemontreal.com/2025/04/01/abolition-de-la-taxe-carbone-les-quebecois-paieront-leur-plein-dessence-plus-cher-quailleurs-au-pays>.

Brown, Michael et Sarah Wilson, 2024, « Canada's NORAD Investment: Smart Strategy or Strategic Risk? », Canadian Defence Review, vol. 10 (2), 45–62, consulté le 16/06/2025, URL <https://www.canadiandefencereview.com>.

Canada – United States, 2011, *Beyond the Border: A Shared Vision for Perimeter Security and Economic Competitiveness – Action Plan*, Gouvernement du Canada,

consulté le 22/06/2025, URL <https://www.canada.ca/en/news/archive/2011/02/beyond-border-shared-vision-perimeter-security-economic-competitiveness.html>.

Carabin, François, 2025, « Québec se dit « prêt » pour un flux migratoire en provenance des États-Unis », Le Devoir, 14 janvier, consulté le 20/06/2025, URL <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/832801/quebec-pret-flux-migratoire-provenance-etats-unis>.

Carbasse, Mathieu et Annabelle Caillou, 2025, « Quelles conséquences les tarifs douaniers auront-ils sur l'économie canadienne? », Le Devoir, 31 janvier, consulté le 17/06/2025, URL <https://www.ledevoir.com/economie/838042/quelles-consequences-tarifs-douaniers-25-aurent-ils-economie-entreprises-consommateurs-canada>.

Centre canadien pour la cybersécurité (CCCS), 2024, Évaluation nationale des cybermenaces 2025–2026, Centre canadien pour la cybersécurité (CCCS), 30 octobre, consulté le 16/06/2025, URL <https://www.cyber.gc.ca/en/guidance/national-cyber-threat-assessment-2025-2026>.

Chambre de Commerce du Canada, 2025, Carte du commerce Canada-États-Unis, Chambre de Commerce du Canada, consulté le 17/06/2025, URL <https://businessdatalab.ca/fr/canada-u-s-trade-tracker-fr/>.

Chambre de Commerce du Canada, 2025, Le coût des bouleversements commerciaux entre le Canada et les États-Unis mis en lumière par la nouvelle Carte du commerce, Chambre de commerce du Canada, 14 janvier, consulté le 18/06/2025, URL <https://chamber.ca/fr/news/le-cout-des-bouleversements-commerciaux-entre-le-canada-et-les-etats-unis-mis-en-lumiere-par-le-nouveau-carte-du-commerce-canada-e-u/>.

Charland, Sabrina et Aleksandra Ferland, 2025, La sécurité de la frontière canado-américaine : trafic de drogues et migration irrégulière, Bibliothèque du Parlement, 12 mars, consulté le 14/06/2025, URL <https://notesdelacolline.ca/2025/03/12/la-securite-de-la-frontiere-canado-americaine-traffic-de-drogues-et-migration-irreguliere/>.

CIGI (Centre for International Governance Innovation), 2023, Privacy and Cybersecurity: Harmonization vs. Provincial Autonomy, CIGI (Centre for International Governance Innovation), consulté le 16/06/2025, URL <https://www.cigionline.org/articles/privacy-and-cybersecurity-harmonization-vs-provincial-autonomy/>.

Coates, Christopher et Jamie Tronnes, 2025, « NORAD is Falling Behind: Canada Must Act », 19FortyFive, 3 mars, consulté le 16/06/2025, URL <https://www.19fortyfive.com/2025/04/norad-is-falling-behind-why-canada-must-act-now-to-secure-north-america/>.

Cohen, Andrew, 1995, « Canada in the World: The Return of the National Interest », Behind the Headlines, vol. 52, no. 4, 4, consulté le 14/06/2025, URL <https://thecic.org/canada-in-the-world-the-return-of-the-national-interest/>.

Comité permanent de la Défense nationale, 2016, *Canada and the Defence of North America: NORAD and Aerial Readiness*, 42<sup>e</sup> législature, 1<sup>re</sup> session, Ottawa, Chambre des communes du Canada, consulté le 22/06/2025, URL <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/NDDN/Reports/RP8438435/nddnrp02/nddnrp02-e.pdf>.

Commission mixte internationale, 2025, Secteurs préoccupants des Grands Lacs, Commission mixte internationale, consulté le 20/06/2025, URL <https://www.ijc.org/fr/quoi/secteurs-grands-lacs>.

Conseil des académies canadiennes, 2019, Les principaux risques des changements climatiques pour le Canada, Comité d'experts sur les risques posés par les changements climatiques et les possibilités d'adaptation, juin, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.rapports-cac.ca/wp-content/uploads/2019/07/Rapport-Les-principaux-risques-des-changements-climatiques-pour-le-Canada.pdf>.

Crête, Mylène, 2024, « Un nouvel affrontement se dessine », La Presse, 8 novembre, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.lapresse.ca/affaires/economie/2024-11-08/gestion-de-l-offre/un-nouvel-affrontement-se-dessine.php>.

Croteau, Laurianne, 2025 « Tarifs douaniers : voici les secteurs les plus vulnérables par province », Radio-Canada, 30 janvier, consulté le 14/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2136322/tarifs-douaniers-trump-secteurs-vulnerables-canada>.

David, Charles-Philippe et Julien Turreille, 2018, « Les théories de l'hégémonie américaine », dans David, Charles-Philippe et Frédérick Gagnon (dir.), *Théories de la politique étrangère américaine : Auteurs, concepts et approches*, 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée, Presses de l'Université de Montréal, 209-244.

David, Charles-Philippe, 2024, *L'aigle en péril? : La politique étrangère américaine à la croisée des chemins*, Somme Toute/Le Devoir.

Deblock, Christian, 2015, « Les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis à l'heure des trois « D », *Études Canadiennes*, no. 78, 155-187, consulté le 20/06/2025, DOI <https://doi.org/10.4000/eccs.526>.

Défense nationale, 2025, Le nouveau gouvernement du Canada et les Forces armées canadiennes : reconstruction, réarmement et réinvestissement, Gouvernement du Canada, 9 juin, consulté le 14/06/2025, URL <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2025/06/le-nouveau-gouvernement-du-canada-et-les-forces-armees-canadiennes--reconstruction-rearmement-et-reinvestissement.html>.

Deglise, Fabien, 2025, « Canada : pourrait-il être expulsé des “Five Eyes” par les États-Unis? » *Le Devoir*, 14 juin, consulté le 22/06/2025, URL <https://www.ledevoir.com/monde/848887/canada-pourrait-il-etre-expulsee-five-eyes-etats-unis>.

Desrosiers, Éric, 2024, « Il sera plus difficile de s'entendre sur le commerce avec Trump que la dernière fois », *Le Devoir*, 22 novembre, consulté le 18/06/2025, URL

<https://www.ledevoir.com/economie/824157/il-sera-plus-difficile-entendre-commerce-trump-derniere-fois>.

Direction générale du Trésor français, 2025, Accord économique et commercial global (AECG/CETA), Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, consulté le 18/06/2025, URL

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CA/ceta>.

Direction générale du Trésor, 2025, Quel avenir pour l'industrie des pipelines au Canada dans une économie verte ?, Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, 12 janvier, consulté le 20/06/2025, URL

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2022/01/12/quel-avenir-pour-l-industrie-des-pipelines-au-canada-dans-une-economie-verte>.

Donald, Frances et Nathan Janzen, 2025, Choc commercial entre les États-Unis et le Canada : premiers éléments économiques à retenir, RBC, 2 février, consulté le 17/06/2025, URL

<https://www.rbc.com/fr/leadership-avise/recherche-economique/choc-commercial-entre-les-etats-unis-et-le-canada-premiers-elements-economiques-a-retenir/>.

Dougherty, Kevin, 2025, Quel sort attend l'ACEUM en pleine guerre commerciale?, National Magazine, 21 février, consulté le 20/06/2025, URL

<https://nationalmagazine.ca/fr-ca/articles/law/hot-topics-in-law/2025/what-becomes-of-cusma-in-the-throes-of-a-trade-war>.

Drexhage, John, Deborah Murphy, Oli Brown, Aaron Cosbey, Peter Dickey, Jo-Ellen Parry, John Van Ham, Richard Tarasofsky et Beverley Darkin, « Politique étrangère et changements climatiques : analyse et recommandations », Institut national du développement durable », 2023, consulté le 18/09/2025,

URL [https://www.iisd.org/system/files/publications/climate\\_foreign\\_policy\\_fr.pdf](https://www.iisd.org/system/files/publications/climate_foreign_policy_fr.pdf).

Duschesne, Érick et Martin Pâquet, 2022, « Les hauts et les bas de la libéralisation du commerce entre le Canada et les États-Unis, du Traité de réciprocité de 1854 à l'Accord de commerce Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) de 2020 », Revue québécoise de droit international, hors-série, 5-20, consulté le 16/06/2025, URL

<https://www.erudit.org/en/journals/rqdi/2022-rqdi07148/1090914ar.pdf>

Economic Research Service, 2025, USMCA, Canada, & Mexico - Canada: Trade & FDI, U.S. Department of Agriculture, 5 février, consulté le 18/06/2025, URL

[https://www.ers.usda.gov/topics/international-markets-us-trade/countries-regions/usmca-canada-mexico/canada-trade-fdi#:~:text=Canada%20is%20a%20major%20participant,Agreement%20\(NAFTA\)%20in%201994.#:~:text=Canada%20is%20a%20major%20participant,Agreement%20\(NAFTA\)%20in%201994](https://www.ers.usda.gov/topics/international-markets-us-trade/countries-regions/usmca-canada-mexico/canada-trade-fdi#:~:text=Canada%20is%20a%20major%20participant,Agreement%20(NAFTA)%20in%201994.#:~:text=Canada%20is%20a%20major%20participant,Agreement%20(NAFTA)%20in%201994).

Élections Canada, 2025, Le vote par bulletin spécial – Le vote par la poste, Élections Canada, consulté le 19/06/2025, URL

<https://www.elections.ca/content.aspx?section=vot&dir=int&document=dig&lang=f>.

Engler, Yves, 2019, « Canada's ugly role in the US-led coup in Venezuela », *Canadien dimension*, 4 février, consulté le 17/06/2025, URL <https://canadiandimension.com/articles/view/canada-us-coup-venezuela>.

Farache, Jacqueline, 2016, L'impact du chômage sur les personnes et leur entourage : mieux prévenir et accompagner, Conseil économique, social et environnemental (CESE), consulté le 19/06/2025, URL [https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Fiches/2016/FI02\\_%20impact\\_chomage\\_web.pdf](https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Fiches/2016/FI02_%20impact_chomage_web.pdf).

Fergusson, James et Philippe Lagassé, 2021, *NORAD and Canadian Defence in the 21st Century*, Canadian Global Affairs Institute, consulté le 22/06/2025.

Finnegan, Jared J., 2022, « Changing Prices in a Changing Climate: Electoral Competition and Fossil Fuel Taxation », *Comparative Political Studies*, vol. 56, no. 8, 1257-1290, consulté le 19/06/2025, URL <https://journals.sagepub.com/doi/epub/10.1177/00104140221141853>.

Fontaine, Alex, 2025, « Les droits sur l'acier et l'aluminium seront doublés, confirme la Maison-Blanche », *Le Devoir*, 3 juin, consulté le 19/06/2025, URL [https://www.ledevoir.com/economie/886999/droits-seront-doubles-acier-aluminium-dit-maison-blanche?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/economie/886999/droits-seront-doubles-acier-aluminium-dit-maison-blanche?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte).

Forget, Dominique, 2025, « Exporter notre hydroélectricité, une bonne affaire ? », *Radio-Canada*, 17 février, consulté le 17/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2140409/exporter-hydroelectricite-quebec-new-york-decouverte>.

Forum européen pour la sécurité urbaine, 2024, Qu'est-ce que la polarisation et comment y répondre à l'échelle locale ?, Paris, Forum européen pour la sécurité urbaine, consulté le 19/06/2025, URL <https://efus.eu/thematiques/quest-ce-que-la-polarisation-et-comment-y-repondre-a-lechelle-locale/?lang=fr>.

Fournier, Ariane, 2025, « Une nouvelle vague migratoire continue à la frontière de Saint-Bernard-de-Lacolle », *Radio-Canada*, 22 avril, consulté le 19/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2159427/demandeurs-asile-lacolle-quebec-frontiere>.

Gagnon, Benoit, 2009, *Le passage du Nord-Ouest : Un détroit stratégique dans l'Arctique et une remise en question de la souveraineté canadienne*, mémoire, Université du Québec à Montréal, consulté le 17/06/2025, URL <https://archipel.ugam.ca/2012/1/M10849.pdf>.

Gagnon, Frédérick et Christophe Cloutier-Roy, 2024, « Introduction », dans Gagnon, Frédérick, et Christophe Cloutier-Roy (dir.), *L'Amérique d'abord, le Canada ensuite : Les relations canado-américaines de Donald Trump à Joe Biden*, Les Presses de l'Université de Montréal, 7-17.

Gagnon, Frédérick, 2021, « Make Geo-Economics Great Again. La géo-économie tabloïde de Donald Trump à l'égard du Canada », *Études internationales*, vol. 52, no. 1-2, 51-73, consulté le 19/06/2025, URL [www.erudit.org/fr/revues/ei/2021-v52-n1-2-ei06822/1086929ar/](http://www.erudit.org/fr/revues/ei/2021-v52-n1-2-ei06822/1086929ar/).

Gagnon, Frédérick, Christopher Kirkey et Stéphane Paquin (dir), 2025, *The Québec-United States Relationship: Political, Security, Economic, Environmental and Cultural Dynamics*, Palgrave Macmillan, consulté le 20/06/2025, DOI <https://doi.org/10.1007/978-3-031-76113-3>.

Germanwatch, 2021, *Indice mondial des risques climatiques 2021 – Résumé*, Germanwatch, janvier, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.germanwatch.org/sites/default/files/R%C3%A9sum%C3%A9%20de%20l%27indice%20mondiale%20des%20risques%20climatiques%202021.pdf>.

Goldman, Jesse, Kronby, Matthew, Chu, Danielle, Rubin, Chelsea, Rudge, Zach et Valeska Rebello, 2025, *Tarifs douaniers de Trump : la deuxième frappe touche l'acier et l'aluminium*, Osler, 13 février, consulté le 20/06/2025, URL <https://www.osler.com/fr/articles/mises-%C3%A0-jour/tarifs-douaniers-trump-deuxieme-frappe-touche-acier-aluminium/>.

Gouvernement du Canada, 2001, *U.S.–Canada Smart Border Declaration: Action Plan for Creating a Secure and Smart Border*, Gouvernement du Canada, 12 décembre, consulté le 22/06/2025, URL <https://www.treaty-accord.gc.ca/text-texte.aspx?id=105000>.

Gouvernement du Canada, 2011, *Beyond the Border: A Shared Vision for Perimeter Security and Economic Competitiveness – Action Plan*, Gouvernement du Canada, consulté le 22/06/2025, URL <https://www.publicsafety.gc.ca/cnt/brdr-strtg/bynd-th-brdr/index-en.aspx>.

Gouvernement du Canada, 2019, *Règlement modifiant le Règlement sur les mesures économiques spéciales visant le Venezuela*, Gouvernement du Canada, 25 juin, consulté le 17/06/2025, URL <https://gazette.gc.ca/rp-pr/p2/2019/2019-07-10/html/sor-dors263-fra.html>.

Gouvernement du Canada, 2022, *Échéanciers du projet de modernisation du NORAD*, Gouvernement du Canada, consulté le 22/06/2025, URL <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/services/operations/allies-partenaires/norad/echeanciers-projet-modernisation-norad.html>.

Gouvernement du Canada, 2025, *Renforcer la sécurité frontalière*, Gouvernement du Canada, 3 juin, consulté le 14/06/2025, URL <https://www.canada.ca/fr/services/defense/securiserfrontiere/renforcer-securite-frontaliere.html>.

Gouvernement du Québec, 2025, *Production laitière (lait de vache)*, Gouvernement du Québec, 25 avril, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.quebec.ca/agriculture->

[environnement-et-ressources-naturelles/agriculture/industrie-agricole-au-quebec/productions-agricoles/production-lait-vache](https://www.gouvernement.qc.ca/fr/actualites/2018/06/12/environnement-et-ressources-naturelles/agriculture/industrie-agricole-au-quebec/productions-agricoles/production-lait-vache).

Hagmann, Jonas et Myriam Dunn Cavelty, 2012, « National risk registers: Security scientism and the propagation of permanent insecurity », *Security Dialogue*, vol. 43, no. 1, 79-96. (Image provenant du cours de Pr. Adib Bencherif « Introduction à l'analyse des risques géopolitiques et transversaux : fondements théoriques et méthodologiques », diapositive 17, consulté le 20/06/2025.

Haynal, George, 2019, *The Huawei Crisis : Canada as a Proxy in US-China Relations*, Conseil internationale du Canada, 13 février, consulté le 17/06/2025, URL <https://thecic.org/the-huawei-crisis-canada-as-a-proxy-in-us-china-relations/>.

Heminthavong, Khamla, 2018, *Le mécanisme de la gestion de l'offre au Canada*, Bibliothèque du Canada, 30 novembre, consulté le 19/06/2025, URL [https://lop.parl.ca/sites/PublicWebsite/default/fr\\_CA/ResearchPublications/201842E?](https://lop.parl.ca/sites/PublicWebsite/default/fr_CA/ResearchPublications/201842E?).

Homeland Security, 2025, *Border Security*, United States Government, 26 février, consulté le 18/06/2025, URL <https://www.dhs.gov/topics/border-security>.

Hydro-Québec, 2025, *Exportation de l'hydroélectricité québécoise : une solution avantageuse*, Hydro-Québec, consulté le 20/06/2025, URL [https://www.hydroquebec.com/fournisseur-energie-propre/marches/#:~:text=L'exportation%20de%20l'hydro%C3%A9lectricit%C3%A9,%C3%A9quivalent%20CO%E2%82%82%20\(Mt%20%C3%A9q](https://www.hydroquebec.com/fournisseur-energie-propre/marches/#:~:text=L%27exportation%20de%20l%27hydro%C3%A9lectricit%C3%A9,%C3%A9quivalent%20CO%E2%82%82%20(Mt%20%C3%A9q).

Khoury, Nadine, 2008, « Les relations internationales du Québec », *Cahiers de recherche en politique appliquée*, vol. 1, no. 3, 4, consulté le 17/06/2025, URL <https://www.usherbrooke.ca/politique-appliquee/fileadmin/sites/flsh/politique/documents/cahiers/Vol1-no3-article1.pdf>.

Kitchen, Peter, 2007, *Examen du lien entre la criminalité et la situation socio-économique à Ottawa et à Saskatoon : Analyse géographique à petite échelle*, Ministère de la Justice du Canada, consulté le 19/06/2025, URL [https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/sjc-csj/crime/rr06\\_6/index.html](https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/sjc-csj/crime/rr06_6/index.html).

KonBriefing, 2025, *Cyberattacks Canada 2025: Hydro-Québec and Beyond*, KonBriefing, consulté le 16/06/2025, URL <https://konbriefing.com/en-topics/cyber-attacks-canada.html>.

La Presse canadienne, 2017, « Les États-Unis réclament une clause crépusculaire pour le nouvel ALENA », *Radio-Canada*, 14 septembre, consulté le 18/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1055979/alena-etats-unis-reclament-clause-crepusculaire-extinction-5-ans-wilbur-ross>.

La Presse canadienne, 2024, « Défense: Ottawa travaille « très fort » à atteindre les 2 % de l'OTAN », *Radio-Canada*, 8 novembre, consulté le 20/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2118844/defense-canada-ottawa-pib-defense-otan>.

La Presse canadienne, 2025, « Des économistes prédisent une récession au Canada si les droits de douane persistent », Les Affaires, 4 mars, consulté le 18/06/2025, URL <https://www.lesaffaires.com/bourse/des-economistes-predisent-une-recession-au-canada-si-les-droits-de-douane-persistent/>.

La Presse canadienne, 2025, « Les richesses du Groenland que convoite Trump », Radio-Canada, 10 mars, consulté le 17/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2146968/groenland-trump-russie-chine-tension-interet>.

Labbé, Jérôme, 2025, « Le Québec déploie sa délégation à Seattle sur fond de guerre tarifaire », Radio-Canada, 10 mars, consulté le 17/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2146414/delegation-quebec-seattle-tarifs-americains>.

Laforest, Marie-Ève, 2023, « Francisation des immigrants : une tâche colossale », Le Journal de Montréal, 6 mai, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.journaldemontreal.com/2023/05/06/francisation-des-immigrants-une-tache-colossale>.

Lagacé, Philippe et Justin Massie, 2025, Le Canada doit se défendre contre l'aide américaine en développant des capacités souveraines, Réseau d'analyse stratégique, 26 mai, consulté le 14/06/2025, URL <https://ras-nsa.ca/fr/le-canada-doit-se-defendre-contre-laide-americaine-en-developpant-des-capacites-souveraines/>.

Lagassé, Philippe, 2014, Culture stratégique et politique de défense : l'expérience canadienne, *Athéna éditions*, consulté le 22/06/2025, URL <http://www.athenaeditions.net/pages/securite/culture-strategique-et-politique-de-defense-l-experience-canadienne.html>.

Lamontagne, Marjolaine et Justin Massie (dir.), 2019, *Paradiplomatie Identitaire : Nations minoritaires et politiques extérieures*, Presses de l'Université de Québec, consulté le 17/06/2025, DOI <https://doi.org/10.2307/j.ctvq4bznv>.

Larin, Vincent, 2023, « Une traversée en pleine tempête », La Presse, 6 janvier, consulté le 16/06/2025, URL <https://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-faits-divers/2023-01-06/homme-trouve-mort-pres-du-chemin-roxham/une-traversee-en-pleine-tempete.php>.

LaShomb, Alek, 2024, « Border Irregular Migration Shifts After Roxham Closure », WCAX News, 2 août, consulté le 16/05/2025, URL <https://www.wcax.com/2024/03/25/how-things-have-changed-us-canada-border-since-closure-roxham-road/>.

Lasserre, Frédéric, 2018, « La gestion des eaux des Grands Lacs : une gouvernance concertée », *Revue géopolitique (Conseil québécois d'études géopolitiques, Université Laval)*, vol. 4, no 1, consulté le 19/06/2025, URL <https://cgegheuilaval.com/la-gestion-des-eaux-des-grands-lacs-une-gouvernance-concertee/>.

Lasserre, Frédéric, 2025, Pourquoi Donald Trump veut-il s'emparer du Groenland?, Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM), 13 janvier, consulté le 17/06/2025, URL <https://blogue.corim.qc.ca/trump-groenland/>.

Le Clainche, Mathilde et Frédéric Pesme, 2010, « Arctique : une traversée stratégique », Politique étrangère, vol. 4, 857-870, consulté le 17/06/2025, DOI <https://doi.org/10.3917/pe.104.0857>.

Leadership avisé RBC, 2025, Zone commerciale : Diplomatie liée au Dôme d'or, RBC, 16 juin, consulté le 20/06/2025, URL <https://www.rbc.com/fr/leadership-avisé/lespace-commercial/zone-commerciale-diplomatie-liee-au-dome-dor/>.

Lee, Morgan, 2025, « Troops begin detaining immigrants in national defense zone at border in escalation of military role », Associated Press (AP), 11 juin, consulté le 16/06/2025, URL <https://apnews.com/article/immigration-border-enforcement-military-892da97c4764f93cd746a15ec37b54ca>.

Léger, 2025, « Intentions de vote fédérales – Sondage auprès de la population canadienne, 21 au 23 mars 2025 », Léger, 24 mars 2025, consulté le 19/06/2025, [https://leger360.com/wp-content/uploads/2025/03/Leger-CAN\\_intentions\\_vote\\_FED\\_24mars.pdf](https://leger360.com/wp-content/uploads/2025/03/Leger-CAN_intentions_vote_FED_24mars.pdf).

Léger, 2025, « Post-Election Survey – Survey of Canadians », Léger, 2 mai 2025, consulté le 19/06/2025, URL [https://leger360.com/wp-content/uploads/2025/05/Leger-CAN\\_Post\\_Election\\_Survey\\_VF.pdf](https://leger360.com/wp-content/uploads/2025/05/Leger-CAN_Post_Election_Survey_VF.pdf).

Lévesque, Fanny, « Guerre de l'eau entre les États-Unis et le Canada : est-elle un scénario plausible? », Le Devoir, 22 juin 2025, consulté le 22/06/2025, URL <https://www.ledevoir.com/environnement/887728/guerre-eau-entre-etats-unis-canada-est-elle-scenario-plausible>.

Lévesque, Fanny, 2025, « Des ONG appellent à ne pas reculer sur le climat avec l'arrivée de Trump », Le Devoir, 19 juin, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.ledevoir.com/environnement/836053/ong-appellent-ne-pas-reculer-climat-arrivee-trump>.

Marquis, Mélanie, 2025, « Donald Trump veut-il redessiner la frontière canado-américaine? » *La Presse*, 7 mars, consulté le 22/06/2025, <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2025-03-07/donald-trump-veut-il-redessiner-la-frontiere-canado-americaine.php>.

Martel, Éric, 2025, « Entre 100 000 et 160 000 emplois à risque, selon Legault », *La Presse*, 3 mars, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.lapresse.ca/affaires/economie/2025-03-03/droits-de-douane-de-25/entre-100-000-et-160-000-emplois-a-risque-selon-legault.php>.

Martel, Quentin, 2024, L'Arctique, une zone géographique en proie à des tensions géopolitiques avec la Russie, Réseau d'analyse stratégique, 4 octobre, consulté le 17/06/2025, URL <https://ras-nsa.ca/fr/larctique-une-zone-geographique-en-proie-a->

[des-tensions-geopolitiques-avec-la-russie/#:~:text=L'archipel%20arctique%20canadien%2C%20qui,son%20rattachement%20aux%20%C3%AEles%20Sib%C3%A9riennes.](#)

Martel, Quentin, 2025, 2025, une année charnière pour la défense nationale au Canada, Réseau d'analyse stratégique, 28 mai, consulté le 17/06/2025, URL <https://ras-nsa.ca/fr/2025-une-annee-charniere-pour-la-defense-nationale-au-canada/>.

Martin, Julien, Moran, Kevin et Dalibor Stevanovic, 2025, Impacts macroéconomiques d'une guerre tarifaire Canada–États-Unis, CIRANO, 12 mars, consulté le 17/06/2025, DOI : <https://doi.org/10.54932/GEIC9270>.

Massie, Justin, 2025, Le Canada doit se préparer à la coercition américaine, Le Rubicon, 17 mars, consulté le 14/06/2025, URL <https://lerubicon.org/le-canada-doit-se-preparer-a-la-coercition-americaine/>.

McNally, John, Suárez, Eduardo, Sarraf, Neha et Brian Pérez, 2025, La puissance des chiffres : Il vaut la peine de préserver l'économie interconnectée de l'Amérique du Nord, Banque Scotia, 10 juin, consulté le 18/06/2025, URL <https://www.scotiabank.com/ca/fr/qui-nous-sommes/analyse-economique/publications-economiques/post.observations-et-perspectives.benefits-of-na-trade--le-10-juin--2025-.html>.

Meloche-Holubowski, Mélanie, 2025, « Plus de 1800 manifestations prévues aux États-Unis pour la Journée anti-roi », Radio-Canada, 14 juin, consulté le 20/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2170881/journee-roi-trump-defile-militaire-manifestation-etats-unis>.

Migneault, Anthony, 2025, Répercussions de l'automatisation et de l'IA sur la main-d'œuvre au Québec, Institut du Québec, 15 janvier, consulté le 19/06/2025, URL <https://institutduquebec.ca/publications/repercussions-de-l-automatisation-et-de-l-ia-sur-la-main-d-oeuvre-au-quebec>.

Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, 2022, Présentation de l'industrie de l'aluminium, Gouvernement du Québec, 15 août, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/le-secteur/metallurgie/aluminium/presentation-de-lindustrie-de-laluminium>.

Ministère des Finances, 2022, Le Fonds des générations, Gouvernement du Québec, consulté le 20/06/2025, URL <https://www.budget.finances.gouv.qc.ca/fondsdesgenerations/index.asp>.

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie, 2025, Représentations du Québec à l'étranger, Gouvernement du Québec, 27 mai, consulté le 17/06/2025, URL <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-organismes/relations-internationales/representations>.

Munier, Marco, 2021, « Les alliances de renseignement : l'exemple des Five Eyes », *International Journal*, vol. 76, no. 1, 94–110, consulté le 22/06/2025, URL <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/00207020211048430>.

Nadeau, Julie-Pier, 2024, « A Bridge Over Troubled Water, : Les enjeux transfrontaliers de protection de l'eau et de l'environnement », dans Gagnon, Frédérick et Christophe Cloutier-Roy (dir.), *L'Amérique d'abord, le Canada ensuite : Les relations canado-américaines de Donald Trump à Joe Biden*, Presses de l'Université de Montréal, 121-138.

Nations Unies, 2019, « Venezuela : les sanctions américaines risquent de porter atteinte aux droits des plus vulnérables (ONU) », Nations Unies, 8 août, consulté le 17/06/2025, URL <https://news.un.org/fr/story/2019/08/1049341>.

Ndior, Valère, 2022. « Le Canada et la régionalisation des enjeux de sécurité : entre cohérence et tension », *Hérodote*, no. 184, 201–221, consulté le 22/06/2025, URL <https://doi.org/10.3917/her.184.0201>.

Normandin, Alban, 2024, « Qu'est-ce que la réélection de Trump signifierait pour l'aluminium québécois? », Radio-Canada, 25 août, consulté le 17/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2099580/aluminum-quebec-tarif-donald-trump>.

Observatoire de l'administration publique, 2006, « Les relations internationales au Québec comparées », ÉNAP, 2-37, consulté le 18/06/2025, URL [https://cerberus.énap.ca/Observatoire/docs/Etat\\_quebecois/a-relations-internationales.pdf](https://cerberus.énap.ca/Observatoire/docs/Etat_quebecois/a-relations-internationales.pdf).

Observatoire de la politique et la sécurité de l'Arctique (OPSA), 2024, *L'année Arctique 2024 – Revue annuelle*, consulté le 17/06/2025, URL <https://static1.squarespace.com/static/6554d9d0675b18544979e93f/t/678fc1582e184c3fd4c5a2de/1737474396391/L%E2%80%99ANNE%CC%81E+ARCTIQUE+2024+v2.pdf>.

OCDE, 2025, *Études économiques de l'OCDE : Canada 2025*, Éditions OCDE, 26 mai, consulté le 17/06/2025, DOI : <https://doi.org/10.1787/d806a81d-fr>.

Olivier, Fannie et Louis Blouin, 2025, « Ententes commerciales et tarifs : une proposition échangée entre Ottawa et Washington », Radio-Canada, 11 juin, consulté le 18/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2171130/entente-ottawa-washington-trump-chiffres>.

Ouellet, Richard et Guillaume Beaumier, 2016, « L'activité du Québec en matière de commerce international : de l'énonciation de la doctrine Gérin-Lajoie à la négociation de l'AECG », *Revue québécoise de droit international*, hors-série, juin, 67-79, consulté le 19/06/2025, URL [www.erudit.org/fr/revues/rqdi/2016rqdi05135/1067649ar.pdf](http://www.erudit.org/fr/revues/rqdi/2016rqdi05135/1067649ar.pdf).

Ouimet, Gabriel, 2025, « Voici les principales menaces à la souveraineté du Canada, qui augmente ses dépenses militaires », *24Heures*, 9 juin, consulté le 17/06/2025, URL <https://www.24heures.ca/2025/06/09/voici-les-principales-menaces-a-la-souverainete-du-canada-qui-augmentent-ses-depenses-militaires>.

Paquin, Jonathan, 2025, Bilan des 100 premiers jours de la politique étrangère de Trump : enjeux et perspectives pour le Canada, Réseau d'analyse stratégique, 5 mai, consulté le 14/06/2025, URL <https://ras-nsa.ca/fr/bilan-des-100-premiers-jours-de-la-politique-etrangere-de-trump-enjeux-et-perspectives-pour-le-canada/>.

Paquin, Stéphane et Annie Chaloux, 2016, « La doctrine Gérin-Lajoie : 50 ans plus tard et pas une ride ! », Revue québécoise de droit international, hors-série, juin, 5-8, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.erudit.org/fr/revues/rqdi/2016-rqdi05135/1067646ar/>.

Paquin, Stéphane, 2004, Paradiplomatie et relations internationales, Presses Interuniversitaires Européennes, consulté le 17/06/2025, URL <https://www.stephanepaquin.com/wp-content/uploads/2017/06/Paradiplomatie-et-relations-internationales.pdf>.

Paquin, Stéphane, 2025, Le Québec est-il si dépendant des États-Unis?, Conseil des relations relations internationales de Montréal (CORIM), 17 février, consulté le 19/06/2025, URL <https://blogue.corim.qc.ca/qc-dependance-us/>.

Perry, David et Michael Byers, 2023, *Modernizing NORAD: Strategic Imperatives and Domestic Constraints*, University of Calgary, consulté le 22/06/2025.

Pew Research Center, 2024, Changing Partisan Coalitions in a Politically Divided Nation, Pew Research Center, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.pewresearch.org/politics/2024/04/09/changing-partisan-coalitions-in-a-politically-divided-nation/>.

Pichard, Alexis, 2021, « La “doctrine Trump” à l’international : l’Amérique contre le reste du monde? », Politique américaine, no. 37, 61-86, consulté le 19/06/2025, URL <https://shs.cairn.info/revue-politique-americaine-2021-2page-61?lang=fr&contenu=resume>.

Prémont, Karine, 2021, « La politique étrangère des États-Unis à la croisée des chemins ? », Études internationales, vol. 52, no 1-2, 5-22, consulté le 16/06/2025, URL <https://www.erudit.org/en/journals/ei/2021-v52-n1-2-ei06822/1086927ar/>.

Présentation journée du 27 mai 2025 de l'École sur les risques géopolitiques et transversaux, Lapointe, Marc Vicky et Chainey, De l'identification des aléas à la matérialisation des risques : résilience, expérience et opportunités dans le secteur privé, diapositive 13, consulté le 16/06/2025.

Radio-Canada, 2025, « Dans la mire des Américains, les producteurs laitiers demandent un soutien indéfectible », Radio-Canada, 8 février, consulté le 19/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2139060/gestion-offre-lait-trump-tarifs>.

Radio-Canada, 2025, « Les tarifs, contre-tarifs et le risque d'une inflation galopante », Radio-Canada, 5 mars, consulté le 18/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/y-a-pas-deux-matins->

[pareils/segments/rattrapage/2009690/tarifs-et-contre-tarifs-vers-une-possibilite-inflation.](#)

Rémillard, David, 2024, « Fausses nouvelles, Trump et démocratie : la désinformation, une arme politique aux États-Unis », ICI Radio-Canada Info, 13 juin, consulté le 19/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/info/long-format/2139904/fausses-nouvelles-etats-unis-trump-democratie>.

Ressources naturelles Canada, 2025, Faits sur l'aluminium, Gouvernement du Canada, 24 février, consulté le 17/06/2025, URL <https://ressources-naturelles.canada.ca/mineraux-exploitation-miniere/donnees-statistiques-analyses-exploitation-miniere/faits-mineraux-metaux/faits-l-aluminium>.

Rouban, Luc, 2023, « La transition écologique au risque de la cohésion sociale en France », Sciences Po - CEVIPOF, consulté le 19/06/2025, URL <https://sciencespo.hal.science/hal-04633756>.

Roussel, Stéphane (dir.), 2007, Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne. Outremont, Athéna éditions, 231 p.

Santé Canada, 2024, Risques pour la santé liés aux changements climatiques, Gouvernement du Canada, 10 juin, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/changements-climatiques-sante/risques-pour-sante.html>.

Savoie, Eric et Eric Lascelles, 2025, Le point sur les tarifs et leurs répercussions, Gestion mondiale des actifs RBC, 4 février, consulté le 18/06/2025, URL <https://www.rbcgam.com/fr/ca/article/tariff-update-and-implications/detail>.

SCFP, 2025, Les tarifs douaniers américains et leurs répercussions sur l'économie canadienne, SCFP, 14 février, consulté le 18/06/2025, URL <https://scfp.ca/les-tarifs-douaniers-americains-et-leurs-repercussions-sur-leconomie-canadienne>.

Schu, Adrien, 2021, « Donald Trump : déconstructeur-en-chef de "l'ordre libéral international" ? », Politique américaine, no. 37, 17-38, consulté le 19/06/2025, URL <https://shs.cairn.info/revue-politique-americaine-2021-2page-17?lang=fr&tab=resume>.

Schué, Romain, 2025, « Vers un nouveau chemin Roxham? », Radio-Canada, 7 avril, consulté le 18/06/2025, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2154542/roxham-canada-trump-expulsion-asile>.

SCRS (Service canadien du renseignement de sécurité), 2023, *Rapport public du SCRS 2023*, Gouvernement du Canada, consulté le 22/06/2025, URL [https://publications.gc.ca/collections/collection\\_2024/scrs-csis/PS71-2023-fra.pdf](https://publications.gc.ca/collections/collection_2024/scrs-csis/PS71-2023-fra.pdf).

SCRS (Service canadien du renseignement de sécurité), 2024, *Rapport public du SCRS 2024*, Gouvernement du Canada, consulté le 22/06/2025, URL <https://www.canada.ca/fr/service-renseignement-securite/organisation/publications/rapport-public-du-scrs-2024.html>.

Simeu, Brice Armel, 2021, De l'ALENA à l'ACEUM : changements et évolution. Les intérêts nationaux au cœur des négociations, Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM), 30 juillet, consulté le 12/06/2025, URL <https://ceim.uqam.ca/db/spip.php?article13471>.

Sioui, Marie-Michèle, 2025, « Pas de casquettes, mais du « bon vieux travail terrain », Le Devoir, 29 janvier, consulté le 17/06/2025, URL <https://www.ledevoir.com/politique/836962/pas-casquettes-mais-bon-vieux-travail-terrain>.

Statistique Canada, 2016, Perspective internationale, Gouvernement du Canada, 7 octobre, consulté le 18/06/2025, URL <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-402-x/2012000/chap/geo/geo01-fra.htm>.

Statistique Canada, 2025, Impact of Tariffs on Businesses in Canada: Expectations and Strategies in Response to U.S. Tariff Threats, *Statistique Canada*, 9 juin, consulté le 22/06/2025, URL <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-621-m/11-621-m2025007-eng.htm>.

Statistique Canada, 2025, Value-added in exports database, Gouvernement du Canada, 25 mars, consulté le 14/06/2025, URL <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=1210010001>.

Tan, Fanny, 2025, « L'intelligence artificielle et le scrutin canadien », Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, consulté le 19/06/2025, URL <https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2025/06/2025-06-11-CNC-IA-scrutin-canadien-FTan.pdf>.

Tanguay, Sébastien, 2025, « Voici comment les provinces du Canada répliquent aux tarifs de Trump », Le Devoir, 1er février, consulté le 14/06/2025, URL <https://www.ledevoir.com/economie/838336/voici-comment-provinces-canada-repliquent-tarifs-trump>.

Tanguay, Sébastien, 2025, « Ces fois où les États-Unis ont cherché à puiser l'eau du Canada », Le Devoir, 7 juin, consulté le 20/06/2025, URL <https://www.ledevoir.com/societe/888568/ces-fois-ou-etats-unis-ont-cherche-puiser-eau-canada>.

Tapp, Stephen, 2025, Quelles villes canadiennes sont les plus vulnérables aux tarifs douaniers imposés par Trump?, Chambre de Commerce du Canada, 11 février, consulté le 18/06/2025, URL <https://businessdatalab.ca/fr/publications/which-canadian-cities-are-most-exposed-to-trumps-tariffs/>.

The Washington Post, 2025, « Fact-Checking 26 Suspect Claims in Trump's Address to Congress », *The Washington Post*, 5 mars, consulté le 22/06/2025, URL <https://www.washingtonpost.com/politics/2025/03/05/fact-check-trump-speech-address-congress/>.

The Washington Post, 2025, « Trump Renews Call for Stricter Northern Border Controls, Blames Canada », *The Washington Post*, 12 février, consulté le 22/06/2025, URL <https://www.washingtonpost.com/politics/2025/02/12/trump-immigration-border-north-canada/>.

The White House, 2025, « The One Big Beautiful Bill Is Good for All 50 States », The White House, 18 juin, consulté le 20/06/2025, URL <https://www.whitehouse.gov/articles/2025/06/the-one-big-beautiful-bill-is-good-for-all-50-states/>.

The White House, 2025, « Executive Order 14167: Military Mission for Sealing the Southern Border », The White House, 11 avril, consulté le 16/06/2025, URL <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/04/military-mission-for-sealing-the-southern-border-of-the-united-states-and-repelling-invasions/>.

Tiralongo, Corrado, 2025, Trump, tarifs douaniers et 51e État – Répercussions et risques pour les Canadiens, Canada Vie : Gestion de placements, 31 janvier, consulté le 18/06/2025, URL <https://www.canadalife.com/fr/placement-gestion/nouvelles-et-renseignements/trump-tarifs-douaniers-et-51e-etat.html>.

Tombe, Trevor, 2024, Des partenaires pour la prospérité : Étude de l'importance des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis, Chambre de commerce du Canada, octobre, consulté le 17/06/2025, URL <https://businessdatalab.ca/fr/publications/partners-in-prosperity/>.

Tombe, Trevor, Giguère, Gabriel et Krystle Wittevrongel, 2025, Avancées dans les échanges bilatéraux au Canada: une promesse de reconnaissance mutuelle réciproque dans le commerce interprovincial, Institut économique de Montréal, 29 mai, consulté le 14/06/2025, URL <https://www.iedm.org/fr/avancees-dans-les-echanges-bilateraux-au-canada-une-promesse-de-reconnaissance-mutuelle-reciproque-dans-le-commerce-interprovincial/>.

Tuddenham, Mark, 2025, « L'administration Trump 2 : ce qu'il a fait, ce qu'il n'a pas fait et ce qu'il a défait en matière de politique climat », Citepa, 18 juin, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.citepa.org/ladministration-trump-2-ce-quil-a-fait-ce-quil-na-pas-fait-et-ce-quil-a-defait-en-matiere-de-politique-climat/>.

U.S. Mission to Canada, 2022, Les relations entre les États-Unis et le Canada : amis, partenaires, alliés, Ambassade et consulats des États-Unis au Canada, 27 octobre, consulté le 14/06/2025, URL <https://ca.usembassy.gov/fr/les-relations-entre-les-etats-unis-et-le-canada-amis-partenaires-allies/>.

Valentini, Marina et Mary Park Durham, 2025, Quel sera l'impact des tarifs douaniers sur le Mexique et le Canada?, J.P. Morgan Asset Management, 24 janvier, consulté le 17/06/2025, URL <https://am.jpmorgan.com/ca/fr/asset-management/adv/insights/market-insights/market-updates/on-the-minds-of-investors/how-would-tariffs-impact-mexico-and-canada/>.

Verreault, Bruno et Saïd Allaf, 2025, Commerce international de marchandises et balance commerciale. Faits saillants 2024, Institut de la statistique du Québec, 25 mars, consulté le 19/06/2025, URL <https://statistique.quebec.ca/fr/document/commerce-international-de-marchandises-du-quebec-bulletin/publication/commerce-international-marchandises-et-balance-commerciale-2024>.

Vieira, Sandrine, 2025, « Jusqu'au bout, Carney évoque la menace américaine », Le Devoir, 27 avril, consulté le 14/06/2025, URL <https://www.ledevoir.com/politique/canada/872485/jusqu-bout-carney-evoque-menace-americaine>.

Washington State Standard, 2025, Guard Deployment at US–Canada Border, Washington State Standard, 10 janvier, consulté le 16/06/2025, URL <https://washingtonstatestandard.com/2025/01/10/national-guard-deployment-border/>.

Wiens, Matthew, 2025, Vérification des faits : La gestion de l'offre est une ancre solide dans la tempête tarifaire, L'Union Nationale des Fermiers, 21 février, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.nfu.ca/fr/fact-check-supply-management-is-a-solid-anchor-in-the-tariff-storm/>.

Wilson, Janet, 2025, FAQ : Impact des tarifs douaniers sur les entreprises canadiennes, Exportation et développement Canada, 2 juin, consulté le 18/06/2025, URL <https://www.edc.ca/fr/accueil.html>.

Wolfe, Robert, 1996, « Vers l'ALETA? Le libre-échange transatlantique et la politique étrangère canadienne » Études internationales, vol. 27, no. 2, 353–380, consulté le 17/06/2025, DOI <https://doi.org/10.7202/703600ar>.

World Economic Forum, 2025, The Global Risks Report 2025, World Economic Forum, consulté le 19/06/2025, URL [https://reports.weforum.org/docs/WEF\\_Global\\_Risks\\_Report\\_2025.pdf](https://reports.weforum.org/docs/WEF_Global_Risks_Report_2025.pdf).

Zoogones, Frédéric, 2003, « Les relations France-Canada-Québec : Ottawa face à l'émergence internationale du Québec (1963-1968) », Bulletin d'histoire politique, vol. 11, no. 3, 152-166, consulté le 18/06/2025, URL <https://www.erudit.org/fr/revues/bhp/2003-v11-n3-bhp04658/1060748ar.pdf>.

## ANNEXES

### Prospective 2 ans - Grille d'analyse des risques #1

Risques	Canada / Québec / ou les deux	Impact	Probabilité
Élections américaines mi-mandat en 2026 : Changement de parti possible	Les deux	4	3
Retrait des États-Unis des traités multilatéraux : Five Eyes, OTAN, climatiques, etc.	Les deux	3	4
Affaiblissement de l'OTAN	Canada	3	3
Logique histrionique : imprévisibilité et instabilité diplomatique	Les deux	5	4
Affaiblissement du Canada et du Québec sur la scène internationale	Les deux	2	1
Militarisation de la frontière + perturbation des chaînes d'approvisionnement	Les deux	2	2
Ralentissement de l'économie : risque de récession, diminution investissements	Les deux	4	4
Ralentissement de l'économie : perte d'emplois, fermeture/endettement de PME	Les deux	4	4
Perte d'intérêt pour les enjeux des changements climatiques/réduction des investissements	Les deux	2	3
Désinformation et polarisation de la société	Les deux	3	4
Extrémisme violent : augmentation/alimentation des groupes d'extrême droite au Canada/Qc	Les deux	3	3
Diminution de la collaboration en matière de renseignement Canada-États-Unis	Canada	3	4
Tensions au sujet de la souveraineté de l'Arctique / achat du Groenland	Canada	3	4

Imposition de tarifs douaniers par les États-Unis : aluminium, bois, etc.	Les deux	4	4
Érosion de la coopération bilatérale sur la sécurité frontalière (NORAD, lutte contre le terrorisme)	Canada	3	4
Crise migratoire, détournement de demandeurs d'asiles, liste des pays sûrs	Les deux	4	3
Contestation des projets énergétiques transfrontaliers (oléoducs, exportation électricité, hydroélectricité, etc.)	Québec	3	4
Annexion : Le Canada devient le 51e État des États-Unis	Canada	5	1

### Prospective 5 ans - Grille d'analyse des risques #2

Risques	Canada / Québec / Les deux	Impact	Probabilité
Élection américaine / changement d'administration	Les deux	5	5
Traités multilatéraux : Five Eyes, OTAN, climatiques, etc.	Les deux	4	3
Affaiblissement de l'OTAN	Canada	4	4
Logique histrionique : imprévisibilité et instabilité diplomatique	Les deux	4	1
Affaiblissement du Canada et du Québec sur la scène internationale	Les deux	3	3
Militarisation de la frontière	Les deux	3	3
Ralentissement de l'économie : risque de récession, diminution investissements	Les deux	4	2
Ralentissement de l'économie : perte d'emplois, fermeture/endettement de PME	Les deux	4	2

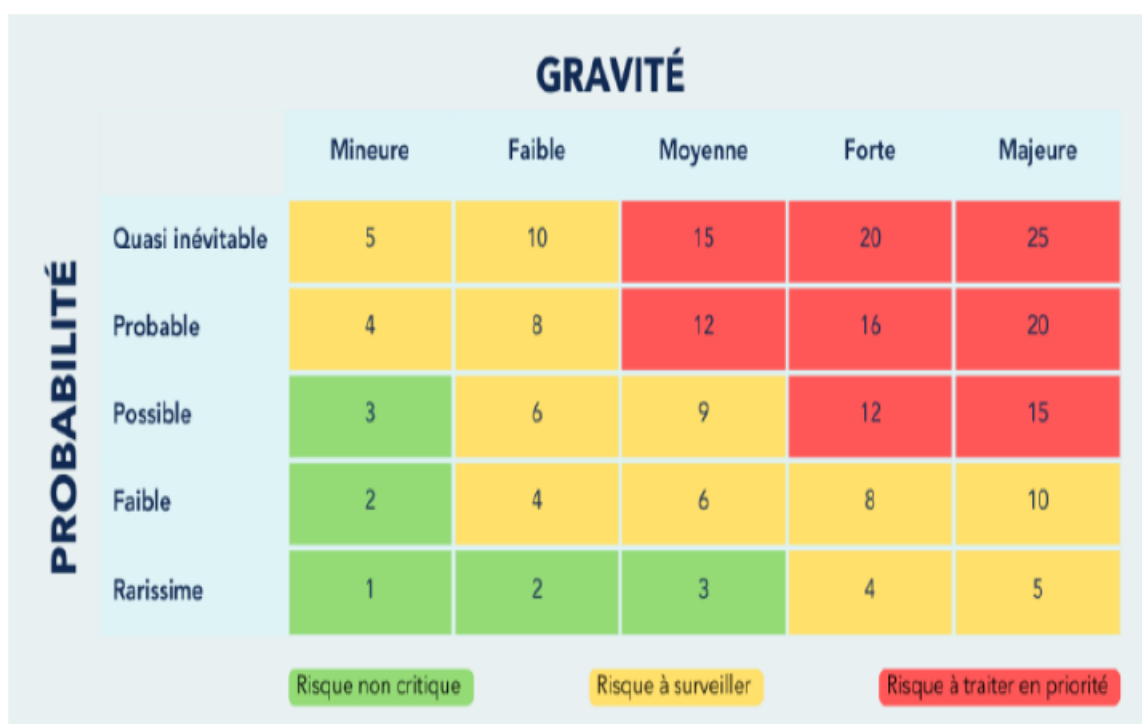
Perte d'intérêt pour les enjeux des changements climatiques/réduction des investissements	Les deux	3	2
Désinformation et polarisation	Les deux	3	3
Extrémisme violent : augmentation/alimentation des groupes d'extrême droite au Canada/Québec	Les deux	4	3

### Matrice des risques (inspiré des figures 2 et 3)

Impact : 1 (Mineur) à 5 (Majeur)

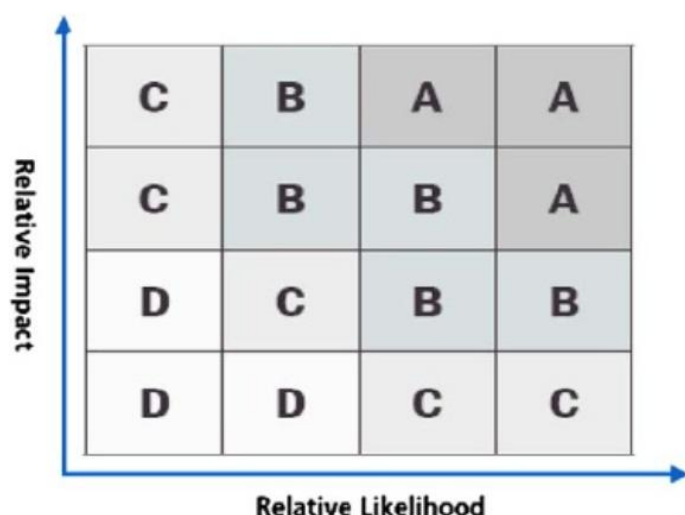
Probabilité : 1 (Rarissime) à 5 (Quasi inévitable)

Figure 2. Matrice en fonction de la probabilité et de la gravité du risque



Source : Présentation journée du 27 mai 2025 de l'École sur les risques géopolitiques et transversaux, Lapointe, Marc Vicky et Chainey, *De l'identification des aléas à la matérialisation des risques : résilience, expérience et opportunités dans le secteur privé*, diapositive 13, consulté le 16/06/2025.

Figure 3. Matrice en fonction de la probabilité et de l'impact du risque



Source : Hagmann, Jonas and Myriam Dunn Cavelti, 2012, « National risk registers: Security scientism and the propagation of permanent insecurity », *Security Dialogue*, vol. 43, no. 1, 79-96. (Image provenant du cours de Pr. Adib Bencherif « Introduction à l'analyse des risques géopolitiques et transversaux : fondements théoriques et méthodologiques », diapositive 17, consulté le 20/06/2025.

Tableau 2. Les droits de douane assombrissent les perspectives de croissance

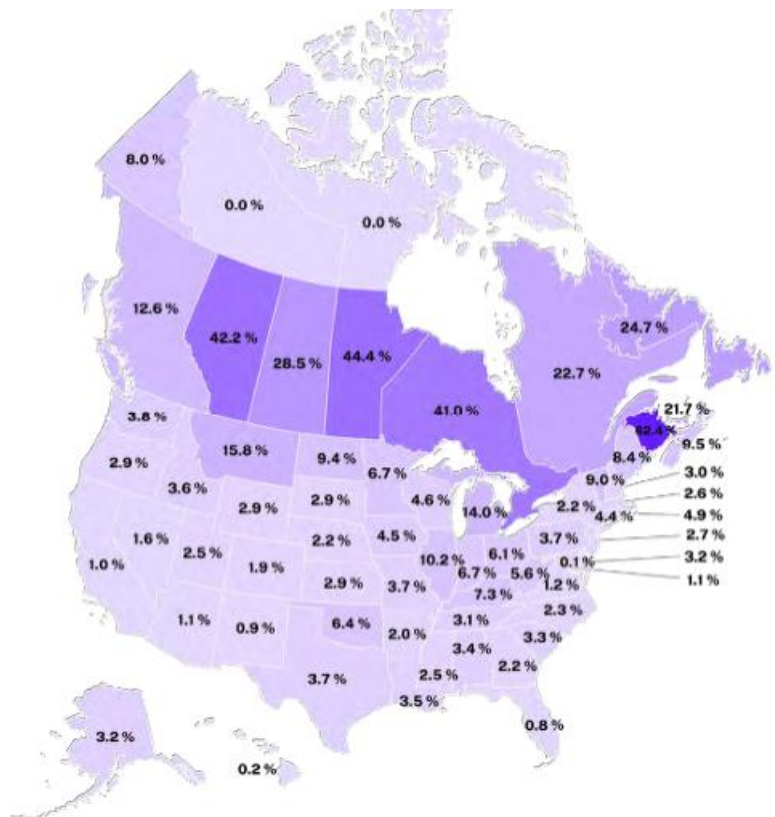
**Taux de croissance annuelle, sauf indication contraire**

	2023	2024	2025	2026
Produit intérieur brut	1.5	1.5	1.0	1.1
Consommation privée	1.9	2.4	1.9	0.9
Consommation publique	2.2	3.2	2.3	1.9
Formation de capital fixe	-1.6	0.1	1.6	1.3
Exportations	5.0	0.6	-0.3	-0.2
Importations	-0.3	0.6	0.4	-0.3
Taux de chômage, %	5.4	6.4	7.1	7.3
Indice des prix à la consommation	3.9	2.4	2.1	2.1
Solde budgétaire, % du PIB	0.1	-2.1	-1.9	-1.7
Solde de la balance courante, % du PIB	-0.6	-0.5	-0.8	-1.0
Taux directeur (moyenne de la période)	4.8	4.3	2.4	2.3

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

Source : OCDE, 2025, *Études économiques de l'OCDE : Canada 2025*, Éditions OCDE, 26 mai, consulté le 17/06/2025, DOI : <https://doi.org/10.1787/d806a81d-fr>.

Figure 4. Commerce bilatéral Canada-États-Unis en pourcentage du PIB



Remarque : Affiche la valeur totale du commerce bilatéral en juin 2024, sur une base annualisée, en tant que part du dernier PIB de chaque province, territoire et État pour 2023. Le PIB provincial pour cette année-là est tiré des dernières Perspectives RBC. Le PIB des territoires est calculé à partir de leurs valeurs de 2022 et du taux de croissance national moyen du PIB prévu par RBC. Source: Calculs de l'auteur à partir du tableau de données 12-10-0099-01 de Statistique Canada.

Source : Tombe, Trevor, 2024, Des partenaires pour la prospérité : Étude de l'importance des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis, Chambre de commerce du Canada, octobre, consulté le 17/06/2025, URL <https://businessdatalab.ca/fr/publications/partners-in-prosperity/>.

Tableau 3. Québec – États-Unis : Les principaux produits exportés (2023)

Principaux produits*	Valeur M\$**	Part du total des exportations internationales %	Part du total des exportations vers les É.-U.*** %	Rapport**** Québec/Canada %
1. Aluminium sous forme brute	8 789,5	7,4	10,1	86,3
2. Avions, hélicoptères et autres véhicules aériens ou spatiaux	6 038,8	5,1	6,9	92,3
3. Turboréacteurs, turbopropulseurs et autres turbines à gaz	4 440,4	3,7	5,1	64,8
4. Huiles de pétrole raffinées	3 518,0	3,0	4,0	20,4
5. Or sous formes brutes, mi-ouvrées ou en poudre	2 355,2	2,0	2,7	19,4
6. Fils de cuivre	2 156,4	1,8	2,5	90,7
7. Camions pour le transport de marchandises	2 107,6	1,8	2,4	22,2
8. Bois sciés ou dédossés au long, tranchés ou déroulés	1 475,9	1,2	1,7	19,8
9. Cuivre affiné et alliages de cuivre sous forme brute	1 417,2	1,2	1,6	85,9
10. Énergie électrique	1 306,6	1,1	1,5	30,7
Total des 10 principaux produits ci-dessus	33 605,5	28,3	38,5	42,9
Autres produits	53 700,3	45,3	61,5	10,4
<b>Total</b>	<b>87 305,8</b>	<b>73,6</b>	<b>100,0</b>	<b>14,7</b>

\* Les produits présentés ici sont de la classification du Système harmonisé à quatre chiffres (SH4).

\*\* M\$ : millions de dollars.

\*\*\* É.-U. : États-Unis.

\*\*\*\* Le pourcentage représente la part du Québec dans les exportations totales du Canada, par produit, à destination des États-Unis.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec. (Données diffusées le 19 novembre 2024).

Compilation : Direction générale des politiques, de l'analyse économique et de l'achat local, MEIE, novembre 2024.

**Source :** Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE), 2025, *Le Calepin du commerce extérieur du Québec : Édition Hiver 2025*, Gouvernement du Québec, 57, consulté le 19/06/2025, URL [chrome-extension://efaidnbmnmbpcjpcglclefindmkaj/https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/publications/etudes\\_statistiques/echanges\\_exterieurs/calepin\\_exterieur.pdf](https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/publications/etudes_statistiques/echanges_exterieurs/calepin_exterieur.pdf).

Tableau 4. Québec – États-Unis : Les 10 principaux produits importés (2023)

Principaux produits*	Valeur M\$**	Part du total des importations internationales %	Part du total des importations des É.-U.*** %	Rapport**** Québec/Canada %
1. Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	4 714,8	3,8	11,0	33,7
2. Voitures de tourisme et autres types de véhicules	4 261,2	3,4	10,0	19,9
3. Camions pour le transport de marchandises	4 035,2	3,3	9,4	18,9
4. Huiles de pétrole raffinées	3 045,5	2,5	7,1	16,8
5. Turboréacteurs, turbopropulseurs et autres turbines à gaz	2 942,5	2,4	6,9	57,6
6. Parties de véhicules aériens	1 636,5	1,3	3,8	47,7
7. Parties et accessoires des véhicules automobiles	1 398,5	1,1	3,3	7,6
8. Pneus neufs (en caoutchouc)	654,1	0,5	1,5	35,5
9. Tracteurs	624,0	0,5	1,5	13,3
10. Déchets et débris de métaux précieux	445,2	0,4	1,0	9,4
Total des 10 principaux produits ci-dessus	23 757,4	19,1	55,6	21,0
Autres produits	19 008,9	15,3	44,4	7,3
<b>Total</b>	<b>42 766,4</b>	<b>34,4</b>	<b>100,0</b>	<b>11,4</b>

\* Les produits présentés ici sont de la classification du Système harmonisé à quatre chiffres (SH4).

\*\* M\$ : millions de dollars.

\*\*\* É.-U. : États-Unis.

\*\*\*\* Le pourcentage représente la part du Québec dans les importations totales du Canada, par produit, en provenance des États-Unis.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec. (Données diffusées le 19 novembre 2024).

Compilation : Direction générale des politiques, de l'analyse économique et de l'achat local, MEIE, novembre 2024.

**Source :** Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE), 2025, *Le Calepin du commerce extérieur du Québec : Édition Hiver 2025*, Gouvernement du Québec, 61, consulté le 19/06/2025, URL [chrome-extension://efaidnbmnmbpcjpcglclefindmkaj/https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/publications/etudes\\_statistiques/echanges\\_exterieurs/calepin\\_exterieur.pdf](https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/publications/etudes_statistiques/echanges_exterieurs/calepin_exterieur.pdf).

Tableau 5. Indice de vulnérabilité des régions du Québec

Région administrative	Part des États-Unis dans les biens fabriqués exportés*	Revenus des biens fabriqués à destination des États-Unis par emploi dans le secteur manufacturier régional	Indice de vulnérabilité
	%	milliers de \$	
Nord-du-Québec	51,4	606 648,74	●
Côte-Nord	69,6	472 130,57	●
Saguenay-Lac-Saint-Jean	52,7	380 677,07	●
Abitibi-Témiscamingue	18,7	261 577,20	●
Estrie	45,4	209 757,55	●
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	34,5	100 841,18	●
Chaudière-Appalaches	17,1	89 096,05	●
Mauricie	31,0	122 240,44	●
Laurentides	32,9	100 680,02	●
Centre-du-Québec	24,3	88 816,19	●
Bas-Saint-Laurent	19,5	64 579,81	●
Montérégie	24,8	85 246,41	●
Lanaudière	28,2	49 714,71	●
Montréal	23,9	113 854,52	●
Laval	25,0	47 623,05	●
Capitale-Nationale	18,6	62 554,71	●
Outaouais	16,1	36 093,73	●
<b>Ensemble du Québec</b>	<b>27,2</b>	<b>108 244,02</b>	

\* À l'extérieur de la région administrative.

Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Source : Boulais-Préseault, Maëlle, 2025, Incidence des tarifs américains sur les régions du Québec, Desjardins, 24 mars, consulté le 19/06/2025, URL <https://www.desjardins.com/qc/fr/epargne-placements/etudes-economiques/quebec-tarifs-regions-24-mars-2025.html> .